

COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING

van

WOENSDAG 27 FEBRUARI 2008

Voormiddag

COMMISSION DE LA DEFENSE NATIONALE

du

MERCREDI 27 FÉVRIER 2008

Matin

De vergadering wordt geopend om 10.26 uur en voorgezeten door de heer Ludwig Vandenhove.
La séance est ouverte à 10.26 heures et présidée par M. Ludwig Vandenhove.

De **voorzitter**: Ik wens eerst het volgende mee te delen.

Ingevolge een beslissing van de Conferentie van voorzitters werden voor de commissie voor de Landsverdediging als europromotor mevrouw Brigitte Wiaux en als ombudspromotor ikzelf aangeduid.

Voor de commissievergadering van vandaag werd met de minister afgesproken dat wij zo snel mogelijk zullen proberen te werken. Om 12.30u zullen wij dan zien of alle vragen werden beantwoord. Indien dat niet het geval is, hebben wij twee opties: ofwel zetten wij de vergadering deze namiddag voort ofwel stellen wij de andere vragen uit tot volgende week. Dat bekijken wij dan uiteraard op dat ogenblik wel.

Er werd voor de drie vragen over Tsjaad ook afgesproken dat eerst de vragen worden gesteld, waarna de minister zijn uitleg zal geven. Op die manier kan hij meteen op de vragen ingaan.

01 **Exposé de M. Pieter De Crem, ministre de la Défense, sur la situation au Tchad et questions jointes de**

- **Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur "la présence d'une force militaire au Tchad" (n° 2084)**

- **M. André Flahaut au ministre de la Défense sur "l'opération EUFOR au Tchad et en République Centrafricaine" (n° 2399)**

- **Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la présence d'une force militaire belge au Tchad et en République Centrafricaine" (n° 2453)**

01 **Uiteenzetting door de heer Pieter De Crem, minister van Landsverdediging, over de situatie in Tsjaad en samengevoegde vragen van**

- **mevrouw Juliette Boulet aan de minister van Landsverdediging over "de aanwezigheid van een legermacht in Tsjaad" (nr. 2084)**

- **de heer André Flahaut aan de minister van Landsverdediging over "de EUFOR-operatie in Tsjaad en de Centraal-Afrikaanse Republiek" (nr. 2399)**

- **mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de aanwezigheid van een Belgische legermacht in Tsjaad en in de Centraal-Afrikaanse Republiek" (nr. 2453)**

01.01 **Juliette Boulet** (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, nous avons déjà participé à un semblable débat, et j'avais même déposé cette question une première fois. Ceci dit, au vu de l'actualité, il me semble judicieux d'en reparler. Voici huit mois, Bernard Kouchner annonçait l'urgence d'une stabilisation de la situation frontalière entre le Tchad et le Soudan et rappelait la nécessaire protection des réfugiés du Darfour.

Durant la période des affaires courantes, nous nous étions réunis exceptionnellement pour discuter de l'envoi de troupes belges au sein d'une force européenne. À ce moment, nous vous avons mis en garde en signalant que les troupes françaises, établies sur place sous l'appellation "Force Épervier", étaient plutôt controversées et mal vues aussi bien de la population tchadienne que des réfugiés du Darfour. Ces troupes étaient, en l'occurrence, accusées de soutenir le régime autoritaire d'Idriss Deby.

C'est pourquoi j'aimerais en savoir plus sur les conditions d'envoi de militaires belges. Dans quel cadre et munis de quel mandat vont-ils rejoindre la force internationale, qui serait visiblement dirigée par les

Français? Le risque existe qu'ils se retrouvent dans une force qui n'est pas légitimée.

01.02 André Flahaut (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, tout d'abord, en ce qui concerne l'ordre des travaux, j'ignorais qu'une réunion pourrait se tenir cet après-midi. Je vous avoue qu'il me sera très difficile d'y participer, car je dois me rendre à une autre réunion au même moment. Pourrions-nous réserver la journée de mercredi prochain afin d'épuiser une fois pour toutes les questions adressées au ministre de la Défense?

Ensuite, nous nous trouvons dans une situation quelque peu particulière. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle il nous faudra revenir sur cette question la semaine prochaine. En effet, le ministre des Affaires étrangères est en mission, qui entre d'ailleurs en rapport avec les prérogatives de la Défense, puisqu'il est en train d'évaluer les risques de sécurité pour notre futur contingent. Je serais très intéressé à connaître les résultats de sa visite et les suggestions qu'il va devoir formuler à cet effet – si j'en crois ses déclarations.

Peut-être pourrait-on suggérer qu'un représentant du département de la Défense ou de l'état-major accompagne le ministre des Affaires étrangères lors de ses prochains déplacements en Afghanistan, au Liban, au Tchad ou au Kosovo pour le conseiller, lui expliquer ce qui est fait, ce qui est prévu ou ce qui pourrait être fait, car tout n'est pas possible.

Comme Mme Boulet l'a signalé, la situation est particulière. Ma collègue a déjà posé certaines questions; il est donc inutile que je les pose à mon tour. Je demande simplement qu'il soit procédé à une évaluation régulière de la situation en matière de sécurité; c'est d'ailleurs prévu dans la notification au niveau du gouvernement.

J'aurais également souhaité savoir si, compte tenu de l'évolution, les plans opérationnels de l'Union européenne et les règles d'engagement ont été réexaminés ou s'ils le seront au retour du ministre des Affaires étrangères, la semaine prochaine. En ce qui concerne ces règles d'engagement, pourrais-je obtenir quelques précisions supplémentaires notamment quant à la façon dont elles devront être respectées?

Comme l'a dit très justement Mme Boulet, il existe un risque d'assimiler le dispositif français Épervier à la mission EUFOR. Comment va-t-on distinguer un soldat français d'un soldat belge qui parle français? Cela ne présente-t-il pas certains risques dans une région telle que celle-là?

Il faut également tenir compte de la situation particulière de la région de Abéché et de N'Djamena. Ne doit-on pas craindre des attaques ponctuelles contre les convois? En effet, le danger ne se situe pas au niveau des cantonnements, mais plutôt lors des déplacements entre ces deux villes. Dans ce contexte, un dispositif de protection particulier a-t-il été mis en œuvre?

Monsieur le président, pour conclure, je voudrais dire qu'en ce qui concerne l'Afghanistan, nous avons déposé une proposition de résolution qui doit faire l'objet d'une concertation entre tous les partis de la majorité, mais aussi s'ils le souhaitent, avec les partis qui n'en font pas encore partie.

Ce genre de résolution ne doit pas être considéré comme l'expression d'une volonté de limiter la marge d'action du ministre ou du gouvernement, mais plutôt comme un moyen de nous prémunir contre des risques qui peuvent se présenter dans le futur. Je ne souhaite pas devoir revivre un Rwanda bis!

La résolution telle qu'elle est formulée a pour objectif d'apporter l'adhésion à la décision prise par le gouvernement.

Elle a également pour objet de préciser certaines demandes formulées par les membres du Parlement, en l'occurrence la Chambre et le Sénat quelquefois, et de prémunir les membres du Parlement mais aussi le ministre en cas de problèmes dans l'exécution de la mission. Je voudrais insister sur le fait que la proposition de résolution "Afghanistan" avance, même si des concertations doivent encore avoir lieu. Je proposerai très concrètement qu'on se concerte à l'instar de ce qui a été fait pour l'Afghanistan pour rédiger une proposition de résolution sur l'opération au Tchad. C'est une autre façon de travailler qui serait bien utile pour tous.

01.03 Brigitte Wiaux (cdH): Pour ce qui est de l'ordre des travaux, il me serait difficile d'être présente lors d'une commission de la Défense cet après-midi car il y a d'autres commissions. Or je souhaiterais participer au débat et aux questions qui y sont inscrites. Si la réunion se tenait la semaine prochaine, cela

m'arrangerait davantage.

Je ne veux pas être redondante par rapport aux propos de mes collègues Mme Boulet et M. Flahaut. Le 19 février dernier, le Conseil des ministres a marqué son accord pour le déploiement d'un détachement militaire en vue de participer à l'opération de l'Union européenne EUFOR au Tchad et en République Centrafricaine. J'imagine, monsieur le ministre, que vous allez nous donner toutes les précisions à cet égard.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont réaffirmé récemment l'impartialité, la neutralité et l'indépendance de la mission de l'EUFOR destinée en premier lieu à assurer la protection des civils en danger, en particulier les personnes déplacées et les réfugiés.

Monsieur le ministre, la neutralité de l'EUFOR vous semble-t-elle assurée? Existe-t-il un risque de voir les soldats de l'EUFOR confondus avec ceux du détachement français Épervier? Par ailleurs, pouvez-vous nous donner des détails sur le plan opérationnel et les règles d'engagement des soldats de l'EUFOR, en particulier des soldats belges?

De **voorzitter**: Mijnheer de minister, kunt u in uw toelichting ineens proberen op de vragen te antwoorden?

01.04 Minister **Pieter De Crem**: Ik zal er vlug door gaan. Ik zal in mijn toelichting proberen een overzicht te geven van wat wij in Tsjaad zullen doen. Dat zal wellicht een antwoord geven op alle vragen die zijn gesteld.

Ik laat de opmaak van resoluties in verband met internationale opdrachten volledig over aan de verantwoordelijkheid van de fracties en de parlementsleden. Ik zal mij niet bemoeien met de totstandkoming noch met de inhoud ervan.

Er zijn twee grote delen. Ten eerste, hoever staat de planning op Europees niveau, die tot stand is gekomen na de bekende resolutie van de Veiligheidsraad? Ten tweede, wat omvat de Belgische bijdrage aan EUFOR Tsjaad?

Ik zal het hebben over de Europese Raad, die het had over de joint action, over het concept van de operatie-EUFOR, over de tijdlijn van de ontplooiing, de beslissing van de Europese Raad daarover, de landen die deelnemen aan de EUFOR-missie, de rules of engagement en de actuele situatie op het terrein.

De EUFOR-missie kadert in een resolutie van de VN Veiligheidsraad en doorliep achtereenvolgens de militaire planningsfases in de Europese militaire staf. De veiligheidsresolutie van de VN voorziet in twee afzonderlijke mandaten. Er is het MINURCAT-mandaat, la Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad, die als doel heeft 300 politieofficiërs en 50 militairen in Tsjaad en Centraal-Afrika te ontplooien om 800 Tsjaadse politiemannen op te leiden en om zowel Tsjaad als de Centraal-Afrikaanse Republiek bij te staan om wet en gezag te handhaven, de zogenaamde rule of law.

Daarnaast is er EUFOR. Dat is de ontplooiing van 4.000 militairen in Tsjaad en de Centraal-Afrikaanse Republiek onder hoofdstuk 7 dat een robuust mandaat verschaft. De duur daarvan is een jaar vanaf de IOC, de initial operation capability en het is ter bescherming van de burgerbevolking, de ontheemden, de verplaatsten en de vluchtelingen, ter bescherming en ter vergemakkelijking van de aanbreng van humanitaire hulp en het is ter bescherming van VN-personeel en infrastructuur.

La problématique régionale serait traitée par deux missions distinctes.

La première, UNAMIS, est une mission de maintien de la paix de l'ONU qui serait chargée de pacifier la région du Darfour. Son mandat serait le suivant: faire cesser les attaques armées et assurer la protection de son propre personnel, des acteurs humanitaires, de la population civile, si nécessaire en utilisant la force.

La deuxième, la mission de l'Union européenne: en appui des forces gouvernementales Tchad et Centrafrique, elle devrait permettre d'éviter la déstabilisation de la région, conséquence du conflit au Darfour voisin. Elle aurait pour mission d'assurer la sécurité des réfugiés et des personnes déplacées présentes dans la région, de garantir l'acheminement de l'aide humanitaire, d'appuyer les forces gouvernementales du Tchad et de la République Centrafricaine dans le contrôle de la frontière soudanaise et de favoriser un retour des réfugiés et des personnes déplacées dans leur contrée d'origine.

Dan is er de European Council Joint Action van 15 oktober van vorig jaar. Dat zijn enkele algemeenheden

omtrent EUFOR. Het gaat over een overbruggingsoperatie waarbij na een jaar de VN de missie zou moeten overnemen van de Europese Unie. De force commander is een Ier, generaal Nash. Hij bevindt zich in het algemeen hoofdkwartier in Mont Valérien in Frankrijk. De commandant op het terrein is een Fransman, generaal Ganascia. Hij bevindt zich in de operationele hoofdkwartieren in N'Djamena en Abéché. De gemeenschappelijke kosten voor EUFOR worden op een kleine 120 miljoen euro geschat.

Het EUFOR concept of operations van EUFOR – u ziet dit op de kaart – voorziet in een aanwezigheid, zowel in oostelijk Tsjaad als in het noorden van de Centraal Afrikaanse Republiek. Wat Oost-Tsjaad aangaat, focust de missie op het beveiligen van de vluchtelingenkampen en hun omgeving om humanitaire organisaties toe te laten hun werk te doen. De aanwezigheid in de Centraal-Afrikaanse Republiek is vooral gericht op het ontraden van de daar aanwezige rebellen en bandieten.

De operationele phasing, de operationele fase of de operationele planning kunt u heel duidelijk zien op de tijdsbalk. Er zijn een aantal belangrijke mijlpalen. Er is het lanceren van de operatie op 28 januari, de initial operations capability omstreeks half maart, de full operational capability eind juni van dit jaar en het einde van de EUFOR-opdracht in maart 2009. Dat is 12 maanden na de IOC, waarna de herontplooiing start.

Wie zijn de contributing nations of wie neemt deel? U ziet wie daar deelneemt. Ik weet niet of op de slide alle cijfers staan.

- L'Autriche: 150 militairen voor de inlichtingen;
- La France: 2 x 1.000 militaires pour la force de protection, le génie et la logistique, des moyens aériens et un appui médical;
- L'Irlande: 400 militaires de la "Force protection";
- La Pologne: 400 militaires de la "Force protection" et 2 hélicoptères;
- La Suède et la Finlande: 170 militaires de la "Force protection" et 40 militaires pour les renseignements;
- La Roumanie: 100 militaires pour la "Force protection";
- L'Albanie: 60 militaires pour la "Force protection";
- La Belgique: en moyenne 70 militaires pour les renseignements et les campements, l'installation et le maintien de la participation aux quartiers généraux;
- La Grèce: 1 C-130;
- L'Italie: 80 équivalents pour du soutien médical;
- Les Pays-Bas: 60 effectifs pour la "Force protection";
- Le Portugal: 1 C-130 (on compte 1 Belge parmi le personnel de cabine, en tant que pilote);
- La Slovénie: 30 effectifs pour le traitement de renseignements;
- L'Espagne: 2 avions de transport.

Dat zal op de volgende slide te zien zijn. Ik zal misschien eerst de geografische area nemen. U ziet op de kaart wat de geografische afbakening is van het geografische toepassingsgebied. Geweld in die regio mag na naleving van de rules of engagement in de area of operations, die hier in het groen op de kaart werd aangeduid.

Ik schets nu de toepassing en de algemene principes van de use of force, l'application et les principes généraux. Ik verwijs naar hoofdstuk 7. Geweld is toegestaan voor zelfverdediging en in toepassing van de inzetregels, dus de rules of engagement. De algemene principes voor het gebruik van geweld zijn: een militaire noodzaak, een minimum inzet van geweld, proportionele antwoorden, het vermijden van de nevenschade, geen vergelding en de verplichte melding van het gebruik van geweld.

Via de rules of engagement, les règles d'engagement wordt voorzien in de bescherming van het personeel, de bescherming van goederen, bezittingen en zones, de gevangenneming, zoekacties, de bescherming van humanitaire steun, het verzekeren van vrijheid van beweging en evacuatieopdrachten.

En ce qui concerne la situation actuelle au Tchad, les rebelles se trouvent dans le sud-est du pays. Très proches de la frontière avec le Soudan, ils sont encerclés par les forces armées tchadiennes. L'EUFOR se déploiera initialement aux alentours de N'Djamena et à Abéché.

De Belgische deelname in EUFOR is die van inlichtingengaring ten oosten van Abéché.

L'organisation et le maintien des campements à N'Djamena et à Abéché, la participation au quartier général à Abéché.

De Belgische inbreng is dus nuttig en belangrijk voor het opstarten en het welslagen van de missie, in het bijzonder met betrekking tot het vergaren van inlichtingen en het voorzien in de nodige kampinfrastructuur.

Principals for the Belgian contribution. De veiligheidsvoorwaarden voor de Belgische deelname en de waarborging daarvan. EUFOR dient te voorzien in de beveiliging van de Belgische inbreng. De nodige medische voorzieningen dienen aanwezig te zijn. EUFOR moet beschikken over de nodige snelle interventieteams ter ondersteuning van het personeel dat wordt ontplooid buiten Abéché en dat dienstig is voor de inlichtingengaring.

Le personnel engagé ou désigné, "the committed personal": vous voyez l'évolution du personnel belge présent dans le cadre de l'EUFOR.

De piek van ongeveer 20 militairen zal gebeuren tijdens de opbouwfase van de kampementen.

En moyenne, nous aurons entre 60 et 70 militaires sur place.

Les distances: il est intéressant de les connaître pour le plateau où ces forces se situeront. Prenons la carte de l'Afrique: les liaisons par voie aérienne sont de 4.300 km et par voie maritime de 6.300 km.

Er is dus veeleisende voorbereidende logistieke ondersteuning nodig voor de ontplooiing, het onderhoud en voor de herbevoorrading van het kampement. Men ziet ook dat het luchttransport in één of twee dagen geschiedt en dat het transport langs waterwegen, zowel de zee- als de binnenscheepvaart, 12 tot 20 dagen tijd in beslag neemt.

Ik kom aan de afstand binnen de zone waar wij actief zijn.

Les distances dans la zone opérationnelle sont considérables. Une distance d'environ 650 kilomètres sépare N'Djamena de Abéché, tandis que la distance entre la côte et N'Djamena est de 800 kilomètres. Ces paramètres sont de la plus haute importance pour l'acheminement du support et du ravitaillement par voie terrestre.

Detail: de ingeslotenheid van het operatiegebied heeft lange rotatietijden tot gevolg. Die zijn 35 tot 45 dagen over zee, maar ook over land. Het gebruik van luchttransport is dus voor bepaalde gevallen onontbeerlijk, onder meer voor het vervoer van personeel en de dringende herbevoorradingen.

Wij spelen een bijzonder belangrijke rol in heel deze opdracht, in de intelligence gathering en de support. Pour ce faire, nous disposons de matériel et de personnel. C'est donc notre participation principale dans le cadre de l'EUFOR. De Belgische inbreng is die van het verzamelen van inlichtingen.

Le matériel sera disponible à partir de la mi-mars. Il sera mis à disposition sur le site par un C-130 belge et par des avions Antonov loués pour le transport du matériel.

Zodra het materieel ter plaatse is, wordt het personeel ingevlogen, met Belgische middelen. Het gaat over 25 militairen die verantwoordelijk zijn voor de inlichtingen en 25 militairen voor de algemene ondersteuning. Dit personeel zal reeds operationeel zijn voor de full operations capability van EUFOR.

Het materieel dat gebruikt wordt voor de inlichtingenvergaring zijn LMV-toestellen. Het light multirole vehicle is een gesloten, beschermde jeep die zowel aan de inslag van kogels als van mijnscherven zal kunnen weerstaan. De Unimogs worden ook ontplooid. Zij zijn voorzien van kevlarbescherming, die u kent. Zij zijn ook uitgerust met een 50mm-machinegeweer en moeten voldoende snelheid en mobiliteit geven op alle terreinvoorzieningen. Ik verwijs ook nog naar de persoonlijke uitrusting van onze militairen die ter plaatse worden gedeployeerd, de nachtkijkapparatuur en het Milan antipantserwapen, met dracht groter dan de bekende bedreiging van de wapens die gebruikt worden door de rebellen.

Ik kom nu tot de field accomodation in N'Djamena.

Le matériel pour l'installation du cantonnement à N'Djamena est prêt à être débarqué. Il sera transporté par l'EUFOR via des avions Antonov.

Le personnel suivra dès que le matériel aura été délivré.

Het vervoer van het personeel valt eveneens ten laste van EUFOR. Twintig militairen zullen gedurende één week een kamp opstellen dat ongeveer 120 mensen kan herbergen.

Le campement de type N'Djamena comporte des "tentes" semblables à celles que vous voyez sur ces images. Il y a aussi l'accommodation de base pour les sanitaires. Pour l'accommodation sur place à Abéché, le matériel doit être transporté et il le sera par bateau sur l'initiative de l'EUFOR.

Eens het materieel ter plaatse is, wordt het personeel per vliegtuig overgebracht op kosten van EUFOR. 70 militairen zullen gedurende 8 weken een kamp bouwen dat 500 tot 600 personen kan herbergen. Het kampement in Abéché is van het type PSO, peace support operation, en biedt heel wat comfort. Er zijn sanitaire voorzieningen, keukens en slaapgelegenheden.

Je n'ai aucune envie de me perdre dans des discussions entre le coût net et le coût brut.

De gezamenlijke kosten van de operatie – ik zal mij niet verliezen in de discussie over bruto- en nettokosten – bedragen voor EUFOR ongeveer 120 miljoen euro. Het Belgische aandeel is 3,3 miljoen euro, gespreid over 1,4 miljoen in 2007 en 1,9 miljoen in 2008.

Le coût pour la participation belge avoisinera les 5 millions d'euros. Tous les coûts et leurs impacts seront couverts par le budget de la Défense.

Daarmee heb ik in vogelvlucht informatie gegeven over de opdracht en zijn alle nuttige gegevens kenbaar gemaakt aan de commissie.

Ik heb ook de notificatie van de Ministerraad laten verspreiden en enkele andere documenten die nuttig kunnen zijn voor het dossier. Ik overhandig ze ook aan de voorzitter.

De **voorzitter**: Zijn er naast de vraagstellers, nog leden die opmerkingen willen maken? Dat zijn blijkbaar mevrouw Vautmans, de heer De Vriendt en de heer Van der Maelen.

01.05 Hilde Vautmans (Open Vld): Mijnheer de minister, ik heb op de slides gezien dat wij rekenen op EUFOR voor de quick reaction force. Welk land zal die leveren?

01.06 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, ik wil wijzen op mogelijke problemen aangaande neutraliteit die er toch wel zijn met die EUFOR-missie. Ik wil daar even dieper op ingaan. Wij stellen duidelijk vast dat Frankrijk tweederde van de troepen levert voor die EUFOR-missie. Wij zien ook het verschil met de bijdragen vanwege andere landen. Bovendien hebben wij ook kunnen zien dat de opperbevelhebber op het terrein een Franse generaal is. Wij hebben ook kunnen zien wat de Franse politiek geweest is in de afgelopen weken en maanden. Frankrijk is zeer hard bezig om de zittende president van Tsjaad in het zadel te houden. Het gaat om iemand die zopas de leiders van de volledige oppositie heeft laten verdwijnen, leiders van de oppositie die ook hebben meegewerkt aan een politiek vredesakkoord in Tsjaad. Er zijn daar toch wel serieuze problemen. De vraag over de neutraliteit van de EUFOR-missie is volledig terecht.

Niettemin, het is het standpunt van Groen! dat humanitaire interventies gedekt door een sterk VN-mandaat een van de pijlers moet zijn van Defensie. Wanneer wij de balans aangaande de humanitaire situatie in Tsjaad zien, dan is een ingrijpen gewettigd. Er zijn 250.000 vluchtelingen uit Darfur en 160.000 interne vluchtelingen. Mijnheer de minister, mijn vraag aan u gaat over bijkomende safeguards, veiligheidskleppen om toch de neutraliteit van die missie sterk te waarborgen.

Ik stel mij ook de vraag over een meer politieke benadering. Zijn er contacten met de rebellengroeperingen? Wat zijn de politieke stappen die worden gezet op het terrein? Wanneer blijkt dat de EUFOR-missie door de rebellengroepering als een vijandige missie wordt beschouwd, zit u daar toch wel met een probleem en is een zeer beperkt, een beperkter mandaat misschien wel aangewezen.

01.07 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit): Mijnheer de minister, ten eerste, ik sluit mij aan bij het standpunt zoals het verdedigd werd door Groen!. Ook mijn fractie staat achter de interventie, al vinden wij wel dat het een bijzonder aandachtspunt moet zijn dat de operatie zich toch ontwikkelt in de schaduw van de politieke

en militaire inmenging van Frankrijk in Tsjaad.

Mijnheer de minister, ten tweede, ik weet niet of u het mij kunt bevestigen, maar als mijn geheugen mij niet in de steek laat, heb ik in vroegere fases een sterkere deelname van België in deze operatie, in de voorbereiding, gezien. Het aandeel van België of de inzet van België is teruggebracht. Heeft dat te maken met budgettaire elementen die al dan niet gelinkt zijn aan onze sterkere inzet in Afghanistan?

Voor zover ik mij herinner, zouden wij meer doen in Tsjaad. Nu stel ik vast dat wij minder doen en ik vraag of dat te maken heeft met de grotere inzet die België geeft aan de operaties in Afghanistan. Indien dat het geval is, zou ik dat betreuren, want zoals geweten, heb ik mijn twijfels over de operatie in Afghanistan en vind ik de operatie in Tsjaad veel waardevoller.

Ten slotte, heb ik nog een vraag ter verduidelijking. Ik heb op de slide gezien dat bij de Belgische bijdrage 1 C-130 staat. In de notificatie van de Ministerraad staat er echter 1 C-130-piloot. Dat is dan wel iets nieuws, mijnheer de minister. Dat is, ten eerste, een bewijs van het downscaling van onze operaties, want wij leveren geen C-130. Ten tweede – en dit is heel nieuw – begint België kennelijk nu militair personeel ter beschikking te stellen van andere landen. Ik heb gezien dat Spanje en Griekenland C-130's of iets dergelijks hebben. Zijn we nu bezig om onze militairen als huurling aan andere landen uit te lenen? Dat is dus wel een innovatie wat de Belgische inzet in buitenlandse operaties betreft.

01.08 André Flahaut (PS): Monsieur le président, je remercie le ministre pour les informations qu'il nous a données.

Je voudrais tout d'abord m'adresser à M. Van der Maelen et lui dire que c'est évidemment dans la direction d'une défense européenne qu'il faut aller. Nous échangerons nos militaires et nous porterons le même drapeau étoilé. Il s'agit d'une orientation irréversible. C'est sans doute bien ainsi!

Cela étant dit, il existe un réel flou si l'on considère le caractère militaire et humanitaire de l'opération. C'est d'ailleurs à ce niveau que réside toute la difficulté de cette opération.

Par ailleurs, le ministre a fait remarquer que 650 kilomètres séparent N'Djamena et Abéché. Je voudrais savoir quel est le type de véhicules qui sera utilisé pour effectuer les déplacements entre ces deux villes. Je suppose qu'il s'agira des LMV et non des Unimog, même kevlarisés, qui ne présentent pas les mêmes garanties de sécurité.

Enfin, pourriez-vous me dire, monsieur le ministre, si notre participation au "renseignement" porte plus particulièrement sur Abéché et si les militaires déployés dans la région y resteront pendant toute la durée de l'opération ou si d'autres militaires seront appelés à y participer?

01.09 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le président, je voudrais préciser qu'au terme de la résolution du Conseil de sécurité 1778/2007, la force européenne doit contribuer à la protection des civils en danger mais aussi des réfugiés et des personnes déplacées. Il est important que les forces de l'Union européenne agissent pour protéger les civils en grand danger partout où ils se trouvent.

Il importe aussi que la mission des soldats européens inclue l'accompagnement de l'acheminement de l'aide humanitaire et la sécurité des camps de réfugiés. Il est inutile de rappeler les chiffres du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et du CICR. M. De Vriendt l'a déjà fait.

Cela dit, il faut être particulièrement attentif et mettre fin au recrutement forcé d'enfants au sein des camps en vue d'en faire des soldats.

De manière générale, nous souhaitons que l'EUFOR puisse disposer des moyens nécessaires pour mener à bien sa mission dans le respect du droit humanitaire et des règles internationales relatives aux droits humains.

Je rappelle également que le risque existe que les soldats de l'EUFOR soient confondus avec ceux du détachement français Épervier. Ce risque de confusion est augmenté par le fait que, sur les 3.700 militaires européens attendus prochainement, 2.100 seront français. Or il nous semble important que la neutralité et l'indépendance de l'EUFOR soient défendues.

Je souhaiterais aussi qu'il soit procédé à une évaluation régulière de la situation en matière de sécurité.

01.10 Minister **Pieter De Crem**: Mijnheer de voorzitter, collega's, ik zal de vragen overlopen, maar ik wil eerst een vaststelling doen. Het is ongelooflijk hoe onze belangrijke participatie in het kader van de Unie volledig aan de publieke opinie is voorbijgegaan. België doet een belangrijke bijdrage in zijn Europees gedeeld buitenlands en militair beleid. De beslissing is volledig aan de publieke opinie voorbijgegaan. Behoudens hier en daar wat kleine verwijzingen en één vrije tribune in een bepaalde krant met een bepaalde stellingname – waarmee ik geen enkel probleem heb – is die compleet aan het publieke debat voorbijgegaan, wat niet bij andere beslissingen het geval was. Ik wil gewoon even mijn verbazing daaromtrent mededelen.

Mevrouw Vautmans, u had het eigenlijk over de force protection. Wie beschermt onze troepen? Ik heb u dat in het overzicht eigenlijk gezegd. De force protection geschiedt door Frankrijk, Ierland, Albanië, Polen, Zweden, Roemenië en Nederland. Dat is ook al een antwoord op een aantal andere vragen, onder andere op de vraag van de heer De Vriendt en de heer Van der Maelen.

Mijnheer Van der Maelen, de invulling van het mandaat is niet veranderd sedert de principebeslissing die is genomen in november. Op geen enkele wijze is er bekibbeld of zijn de effectieven verminderd. De beslissing van de Ministerraad van november wordt volledig uitgevoerd, toen ook reeds beslist werd om...

01.11 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit): (...)

01.12 Minister **Pieter De Crem**: Neen. Er is in de voorafgaande onderhandelingsronde een vraag geweest van de Fransen om een C-130 ter beschikking te stellen en ook een medevact toestel. Wij hebben toen gezegd dat we dat niet konden. De redenen waren heel eenvoudig. Wij konden die toestellen niet ter beschikking stellen, omdat onze C-130's in het buitenland aanwezig zijn, andere transporten moeten doen of hier moeten zijn om oefeningen te doen. We hebben de Fransen ook laten weten dat we geen medevact toestel konden leveren, om de heel eenvoudige reden dat het geen zin heeft dat wij een medevact toestel ter beschikking zouden stellen, als we op dat moment een medische evacuatie uit Kosovo, Afghanistan of Libanon zouden moeten doen. Wij hebben gezegd dat we dat niet konden doen.

Er is ook een vraag gericht aan ons om eventueel met een helikoptervloot te participeren. Ik heb toen gezegd dat de samenstelling van onze vloot niet op niveau is om op een dergelijk operatieterrein te handelen.

Wat de C-130 betreft, heb ik altijd gezegd dat wij één piloot leveren die in de poolvorming zit. Die poolvorming wordt onder andere door de Portugezen gefosterd. Er zal één Portugese C-130 zijn.

Ik heb wel beslist – dit is eigenlijk een beetje contradictorisch aan hetgeen u zegt – om 22 extra special forces mee te sturen, die in de beslissing van november niet waren opgenomen, omdat ik het heel belangrijk vind dat het werk goed kan gebeuren.

Het werk bestaat uit het vervoer van N'Djamena naar Abéché, het opzetten van het kampement, het actief zijn van het kampement en de bescherming van het kampement. Als we een aantal operaties ter plaatse moeten uitvoeren, moeten die onder bescherming kunnen gebeuren. In plaats van het aantal effectieven te verminderen, heb ik het aantal effectieven met 22 verhoogd. Ik wou die belangrijke nuancering toch nog even onder de aandacht van de commissie voor de Landsverdediging brengen.

Voor zover het nodig zou zijn, wil ik de absolute neutraliteit van de EUFOR-operatie garanderen. Die staat ook ingeschreven in de beslissing van de Europese Unie. Het is dus heel duidelijk. Er zijn twee operaties, de Franse operatie-Epervier of -Sperwer en de EUFOR-operatie. Alles is in het werk gesteld om collusie als dusdanig te gaan vermijden.

Ik stel in de commissie eenstemmigheid vast over het uitsturen van onze troepen om deel te nemen aan de operatie.

Ik denk dat ik op de meeste vragen antwoord heb gegeven. Er was nog een vraag van collega Flahaut met betrekking tot de verplaatsing.

En ce qui concerne les déplacements entre N'Djamena et Abéché, les transports s'effectueront via un convoi qui sera protégé par des moyens structurels.

Pour nous, les convois seront effectués par les MLV, mais aussi, bien entendu, par des camions Iveco. Leur sécurité sera garantie par la force de protection, dont la neutralité est assurée.

S'agissant de la préparation, comme vous le savez, des Belges étaient déjà présents dans le quartier général parisien au sein du service des négociations, en vue d'organiser notre mission au Tchad.

01.13 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord, maar mijn algemene vraag blijft wat uw visie is op de mogelijke risico's inzake neutraliteit. U hebt een aantal elementen opgenoemd die volgens u de neutraliteit kunnen garanderen, maar wat is uw meer algemene beschouwing over het feit dat de Fransen een tweederde bijdrage aan de missie hebben, over de Franse belangen in de regio en in Tsjaad en over de stappen die door de president van Tsjaad in de afgelopen weken en maanden werden gezet? Wat is standpunt over de mogelijke risico's op het niet kunnen weerhouden van de neutraliteit van de missie?

01.14 Minister Pieter De Crem: Mijnheer De Vriendt, er zijn twee zaken. Er is de Europese beslissing. Ik denk niet dat ik hier een ideologisch debat moet voeren over de noodzaak om deel te nemen aan humanitaire operaties in Tsjaad. Indien u dat wil doen, zal ik dat doen. Ik veronderstel echter dat het daarover niet gaat.

Voorts heb ik de beslissing in de Ministerraad uitgesteld. Die werd met een week vertraagd om de heel eenvoudige reden dat ik vond dat wij ons over de veiligheidssituatie moesten verzekeren. Dat is nadien met heel wat contactname gebeurd. Om ons nadien nog extra te verzekeren, heb ik nog voorgesteld dat er 22 extra ground forces, protection forces en security forces zouden zijn.

01.15 Hilde Vautmans (Open Vld): Mijnheer de minister, ik wil herinneren aan mijn vraag en de belofte, ook van de Kamervoorzitter, tot de oprichting van de gezamenlijke commissie tot Opvolging van Buitenlandse Zendingen. Ik laat dat dus niet los. Ik vind dit een thema dat in die gezamenlijke commissie moet besproken worden. De minister was het ermee eens en wij zijn het ermee eens. Ik zou er echt op willen aandringen dat we dit zo snel mogelijk kunnen opstarten en dat we daar over alle lopende zendingen op geregelde tijdstippen, om de twee weken, een briefing kunnen krijgen. We moeten dan niet elke keer opnieuw het opportuniteitsdebat voeren maar kunnen wel degelijk de militaire aspecten van het verloop van de operaties opvolgen voor de veiligheid van onze manschappen.

De **voorzitter**: Dat is inderdaad al enkele keren ter sprake gekomen in de Conferentie van de voorzitters. Er is nu formeel in het verslag genoteerd dat de voorzitters van Kamer en Senaat dat begin maart zullen bekijken.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Défense sur "le transport urgent des organes" (n° 1801)

02 Vraag van de heer Jean-Luc Crucke aan de minister van Landsverdediging over "het dringend vervoer van organen" (nr. 1801)

02.01 Jean-Luc Crucke (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, j'aurais probablement pu reporter cette question car elle consiste à obtenir l'avis du ministre à la suite du prononcé de l'arrêt qui était attendu pour le 26 février 2008. Or, j'ai lu ce matin que cet arrêt, qui fait l'objet de ma question, aurait été reporté de quelques semaines. M. le ministre me le confirmera. Si tel était le cas, je ne manquerai pas de reposter ma question ultérieurement. Dans le cas contraire, cela signifie que l'information que j'ai lue n'est pas exacte.

Monsieur le ministre, une convention a été signée par la Défense en vue de permettre aux services ayant besoin d'organes de recourir, en cas d'urgence et de nécessité, aux services des forces armées. Ce système n'a pas plu à tout le monde. C'est le moins que l'on puisse dire, étant donné qu'un recours a été introduit devant les tribunaux par la firme Noordzee Helikopters Vlaanderen.

Soit, cet arrêt est tombé, soit il ne l'est pas. Je regarde le ministre car, dans le cas où il ne serait pas tombé, cela n'a pas beaucoup de sens que je pose ma question aujourd'hui car il me répondra d'attendre que l'arrêt

soit tombé.

J'en viens à une question d'ordre plus général et qui m'intéresse. Monsieur le ministre, entre-t-il dans les intentions de la Défense nationale de ne plus donner de suite à ce type de missions qui s'effectuent uniquement s'il n'y a pas d'autre possibilité que celle de recourir aux services de la Défense nationale? Le but n'est évidemment pas de concurrencer les services offerts sur le marché par des entreprises privées. Ces services sont-ils à tout moment présents sur le marché? Dans la négative, pouvez-vous me confirmer que la Défense continuera à mettre ses hélicoptères à disposition pour le transport urgent d'organes? Si oui, dans quelles conditions précises?

02.02 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, cher collègue, j'avais préparé une réponse mais à 9.43 heures ce matin, j'ai été mis au courant par notre avocat de l'arrêt de la cour d'appel à Bruxelles concernant le fond de votre question. Je viens de lire cet arrêt sur la route: il compte 19 pages et je n'ai donc pas pu encore l'analyser en détail.

02.03 Jean-Luc Crucke (MR): Monsieur le ministre, je ne m'oppose pas à un report de la question à la semaine prochaine. Sur le fond, la réponse m'intéresse. Je peux comprendre que vous vouliez prendre plus ample connaissance de l'avis.

02.04 Pieter De Crem, ministre: Il y a un problème de recevabilité et d'autres aspects sont évoqués mais je vous propose de traiter le dossier la semaine prochaine. Je n'ai pris connaissance que du texte néerlandais. Le point sera mis à l'agenda pour la semaine prochaine.

02.05 Jean-Luc Crucke (MR): Très bien, je reviendrai dans huit jours avec cette question.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Hilde Vautmans aan de minister van Landsverdediging over "het gemengd loopbaanconcept" (nr. 2143)
- mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "het gemengd loopbaanconcept" (nr. 2457)
- de heer David Geerts aan de minister van Landsverdediging over "de uitvoering van het gemengd loopbaanconcept" (nr. 2477)
- de heer Luc Sevenhans aan de minister van Landsverdediging over "het gemengd loopbaanconcept" (nr. 2487)

03 Questions jointes de

- Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "le concept de carrière mixte" (n° 2143)
- Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le concept de carrière mixte" (n° 2457)
- M. David Geerts au ministre de la Défense sur "la mise en oeuvre du concept de carrière mixte" (n° 2477)
- M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur "le concept de carrière mixte" (n° 2487)

03.01 Hilde Vautmans (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, begin vorig jaar hebben wij hier in het Parlement na heel veel jaren studie het gemengd loopbaanconcept goedgekeurd. Dat was een wetsontwerp dat door de regering werd ingediend. De regering heeft daar toen ook heel veel jaren aan gewerkt. Het is begonnen als MCEM en geëindigd in het GLC. Daarover werd heel lang onderhandeld met de vakbonden en de verschillende kabinetten.

Uiteindelijk was het de bedoeling dat men met het gemengd loopbaanconcept, dat ook een revolutie voor het personeel van Defensie was, van het idee van een vaste benoeming voor het leven afstapte om het leger aantrekkelijker te maken. Men wilde vooral jonge mensen aantrekken en hen ook belonen voor de tijd die ze in dienst van onze natie hebben gependeed.

Het GLC had heel wat voordelen. Open Vld heeft altijd het GLC ondersteund omdat ik denk dat wij de komende jaren voor de grootste uitdaging staan. Als wij willen dat ons leger operationeel blijft, moeten wij onze structuur verjongen. Dan moeten wij ervoor zorgen dat wij nieuwe mensen aantrekken, maar zij moeten ook op een vlotte manier kunnen uitstromen. Als wij hen voor de rest van hun leven bij onze

krijgsmacht houden, blijven wij met een verouderde structuur zitten.

Bovendien willen wij evolueren naar een krijgsmacht die minder militairen telt, namelijk 27.000 en 10.000 burgers. De bedoeling zou zijn dat men na een aantal jaren bij de krijgsmacht kan kiezen of men als burger bij de krijgsmacht en of men naar andere departementen uitstroomt. Wij hebben daarvan al voorbeelden. Herinner u de militairen die doorstromen naar de politiezones, voor de callcentra enzovoort.

Ook de reorganisatie van de medische dienst, de samenwerking met de burgerziekenhuizen is dus eigenlijk een stap voor op het GLC. Ik was heel blij toen wij dat vorig jaar eindelijk in dit Huis konden goedkeuren. Ik wist wel dat er nog 80 tot 100 koninklijke besluiten moesten komen om die wet ten uitvoer te brengen, maar ik had goede hoop.

Wat blijkt nu? U bent een aantal maanden minister en in de vakbladen van Defensie verschijnt nu dat u twijfelt aan de uitvoering van deze wet en dat volgens u bepaalde elementen van deze wet niet zullen worden uitgevoerd. Ik lees maar wat in de bulletins staat.

Ook wij hadden een aantal opmerkingen. Het GLC zal pas slagen als men erin slaagt om de jonge mensen aan te trekken. Anders heeft het GLC geen kans op slagen. Open Vld heeft daarvoor altijd gepleit. Een belangrijk element is ook de gelijkwaardigheid van diploma's, wat nu nog altijd een pijnpunt is. Als men als kok in het leger gaat, moet men toch nog een bijkomende vorming doen om als kok te worden tewerkgesteld. Dat is absurd. Als men een diploma bij de krijgsmacht behaalt, moet dat bij de uitstroming uit het leger opnieuw worden geherwaardeerd in de private tewerkstelling.

Mijnheer de minister, aan welke elementen van het GLC twijfelt u? Welke elementen zult u niet uitvoeren? Zult u de vakorganisaties raadplegen, zodat ook zij worden betrokken? Het gaat immers over ons personeel. Wat is uw tijdspad voor de implementatie hiervan? Wordt dit vooruitgeschoven? Wanneer zult u de koninklijke besluiten uitvaardigen? Kan de commissie een degelijke briefing krijgen over de juiste stand van zaken, de problemen die zich voordoen en waarom, zoals wij dat ook in het verleden kregen? Is dit in de regering besproken?

03.02 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, la loi du 28 février 2007 fixe le nouveau statut des militaires du cadre actif des forces armées. Ce nouveau statut ouvre aux militaires des perspectives de carrière mixte puisque, à l'issue de sa carrière militaire initiale et après avoir suivi un processus d'orientation, trois options s'offrent à lui.

Nous avons soutenu cette modification du statut des militaires tout en sachant que de nombreux arrêtés royaux d'exécution devaient encore être adoptés.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous indiquer quel est le timing prévu pour garantir l'exécution de la loi? Par ailleurs, pouvez-vous nous assurer que les organisations représentatives des travailleurs concernés sont ou seront bien associées au processus?

03.03 David Geerts (sp.a-spirit): Mijnheer de minister, het uitgangspunt van het GLC is reeds geschetst door de vorige sprekers. Natuurlijk hebt u zelf het recht te bepalen welke sleutel er dient gekozen te worden om het paradijs binnen te gaan, maar de fundamentele discussie blijft hier in welke mate het concept van het GLC al dan niet gehandhaafd blijft en wat uw visie daarover is.

De doelstelling van mijn vraag is eigenlijk duidelijkheid: plant u eigenlijk om een kruis te zetten over het GLC of wilt u een aantal wijzigingen naar voren brengen? Vandaar denk ik dat het nuttig is om ook uw visie hierover te kennen en te weten in welke mate u reeds overleg heeft gepleegd met uw collega's in de regering.

03.04 Minister Pieter De Crem: Voorzitter, collega's, het gemengd loopbaanconcept is niet nieuw: we hebben daar in de vorige legislatuur veel over kunnen discussiëren. Het hangt er natuurlijk van af hoe men die discussie benadert: is het glas half vol of half leeg?

Het is mijn opvatting dat er een gemengd loopbaanconcept moet komen. Er werd ook gezegd in de discussie in de voorbije legislatuur, weliswaar in een andere verhouding, dat er een gemengd loopbaanconcept moet komen. Men moet twee zaken voor ogen houden.

La première chose est de se demander quoi, qui et comment pour le recrutement. J'estime qu'on a trop souvent parlé du "drop out" et du "phase out" dans la politique du personnel de l'armée.

Dus alleen de output van de personeelsterkte van het Belgische leger gaan bekijken, formaliseren en in een structuur gooien, is niet voldoende om de personeelsproblematiek in zijn totaliteit aan te pakken. Wanneer ik die vaststelling maak, kom ik alleen maar medestanders tegen. Men kan de dropout of de output, hoe men het ook noemt, niet regelen zonder eerst werk te maken van de input en van de rekrutering. Werk maken van de rekrutering is volgens mij minstens even belangrijk als het regelen van de output.

Ten tweede, het gaat over de timing. In het begin van mijn ministerschap hebben wij met de collega's in de regering gesproken over vele aangelegenheden. Het gebeurt wel eens dat de Ministerraad over vele aangelegenheden spreekt en men eens vraagt hoe het met andere ministers hun bevoegdheden gaat, wat de grootste problematiek is en waarmee men het eerst wordt geconfronteerd. Ik heb gezegd dat de eerste problemen zijn de hervormingvermoeidheid, de rekruteringsproblematiek en het budgettaire kader.

Toen kwam als uit één mond spontaan dat er toch het GLC is. Toen heb ik aan een aantal mensen gezegd in alle neutraliteit dat er een GLC is, maar dat de incidentie van dat GLC zich pas voor het eerst voltrekt in de tweede helft van de tweede helft van het volgende decennium, vanaf 2017 en 2018 zijn er de eerste resultaten van dat GLC.

Ik zeg dus ja tegen een GLC, maar tegen een GLC dat op het vlak van timing anders moet gebeuren. De wijze waarop de output gebeurt, is niet de juiste. Ik ga ook opties nemen waarbij de input van het personeel ook wordt geregeld, waarbij aan de rekrutering ook iets wordt gedaan.

De sleutel tot het paradijs was een aantal voorstellen die ik had gedaan met betrekking tot rekrutering, want anders riskeren wij dat wij snede na snede op het kapblok leggen, met betrekking tot het afvoeren van het personeel, maar dat wij op het einde zonder militaire rekruten en militair personeel staan. Dat is niet mijn bedoeling. Ik zeg ja tegen een GLC, maar dat zal moeten worden herbekeken.

Ik kom aan de timing. De timing is dat ik een voorstel zal doen in mijn beleidsnota. Natuurlijk is het overleg met de representatieve organisaties van toepassing. Ik zie die mensen, die vertegenwoordigers heel regelmatig. Bijvoorbeeld, wanneer wij een buitenlandse opdracht doen, worden zij geconsulteerd. Nog voor de opdracht naar Tsjaad, nog voor er een formele beslissing was in de Ministerraad heb ik veel tijd uitgetrokken om met hen de opdracht te bekijken, in alle aspecten te onderzoeken en hun mening te vragen, en er ook rekening mee te houden. Dat wil ik toch even benadrukken.

Dan is er natuurlijk het verhaal hoeveel koninklijke besluiten moeten worden gemaakt om dit GLC ten uitvoer te leggen. Ik moet u ontgoochelen, het zijn er geen 80 tot 100 maar ongeveer 10 tot 12, wat ook nog behoorlijk veel werk is, want ieder koninklijk besluit heeft een grote impact, maar zeker een koninklijk besluit op het personeelsstatuut heeft een grote impact. Tot daar wat het GLC betreft.

Nogmaals, ik zal proberen uw geduld niet op de proef te stellen – dat zal wel lukken, meen ik – om zo vlug mogelijk over de beleidsnota inzake de totale personeelsproblematiek een en ander te zeggen.

De heer Geerts had het over de sleutel tot het paradijs, een notie die hij heeft ontstolen aan mijzelf en die via de tussenweg van bepaalde vergaderingen tot hem is gekomen. Ik laat die uitdrukking niet deponeren.

Men mag de zogenaamde outsourcing geen magische proporties geven. Weet u hoeveel mensen in de voorbije jaren zijn ingegaan op de mogelijkheid om bij de federale politie te gaan werken? Weet u hoeveel? Heel weinig. Weet u hoeveel er in de zogenaamde outsourcing zijn gestapt in de gerelateerde bedrijfstakken? De politie heeft immers ook wat deloyale concurrentie van andere overheidsdiensten wat loon en vergoedingen betreft. Ik heb het hier over aan de politie gerelateerde bedrijfstakken: callcenters, veiligheidsfirma's en weet ik veel. Weet u hoeveel? 252.

Dat is dus een deel van de personeelsproblematiek, maar wij zullen nog meer inspanningen moeten doen. Ook de output –waarop het GLC volgens mij te veel focust– zullen wij toch nog moeten aanpakken.

03.05 Hilde Vautmans (Open Vld): Mijnheer de minister, ik dank u voor deze gedachtewisseling. Ik hoop dat wij daar toch eens in detail over kunnen spreken. Het gaat toch over een wet die wij hier hebben goedgekeurd. Normaal gezien moeten wetten worden uitgevoerd. U haalt een aantal problemen aan.

Inderdaad, rekrutering is een van de punten waar wij heel hard aan zullen moeten werken. Maar het GLC is er net gekomen om de uitstroom – waarvan u zegt: weet u hoeveel er zijn, en er zijn er inderdaad heel weinig – wat te stimuleren. Daar zitten toch heel goede punten in.

Ik maak mij een beetje zorgen als u zegt dat men de timing moet herbekijken. Dan versta ik dat u de timing naar voren wil schuiven. Want u spreekt over 2017. Tegen die tijd bent u misschien grootvader en ben ik misschien moeder. Maar als u de timing naar voren wil schuiven, en u het sneller wil doen, weten wij allemaal dat u tot eenmalige maatregelen moet overgaan.

Dat is in het verleden ook zo gebeurd. Dan krijgt men te maken met een fatigue de réforme. Pleit u hier nu voor snelle maatregelen en een snelle uitstroom? Moet ik dat hieruit verstaan? Ik snap niet goed dat u zegt dat wij de timing moeten herbekijken. Ik wil gerust wachten op uw beleidsnota.

03.06 Minister **Pieter De Crem**: Ik heb gezegd dat de notie timing in het GLC zeer belangrijk is omdat die de timing vastlegt, ook omdat dit financiële complicaties heeft, niet alleen nu maar ook op dat moment. Ik zeg dat een GLC nodig is, maar de vraag rijst of dat dit GLC moet zijn, als wij het vooropgestelde doel inzake output en input willen bereiken. Men kan een bestaande wet ook aanpassen of heroriënteren. Wij zullen die discussie voeren.

03.07 **Hilde Vautmans** (Open Vld): Uiteraard kan men de wet aanpassen, maar dan hebt u wel een meerderheid nodig en zullen wij daarover moeten spreken. Ik ben het wel eens om bijkomende maatregelen te nemen voor de instroom en te praten over hoe men de wet in de praktijk zo goed mogelijk kan implementeren. Ze echter zo maar aan de kant schuiven, vind ik echt geen goed idee, want er zitten heel goede elementen in. Waarom heeft dit in het verleden niet gewerkt? Omdat men niet sprak over het pensioen en de rechten die men had opgebouwd. Dat is in het GLC wel opgenomen. Dat is een belangrijk punt dat men moet blijven handhaven. Ik kijk uit naar het volgende debat naar aanleiding van de beleidsnota.

03.08 **Brigitte Wiaux** (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos précisions. Pour l'instant, je me contenterai de votre réponse mais je suivrai les propositions que vous ferez concernant le recrutement ainsi que votre note de politique générale.

03.09 **David Geerts** (sp.a-spirit): Mijnheer de minister, het is logisch dat rekrutering een belangrijk element is in het hele verhaal. De bedoeling van mijn vraag was het debat nu reeds aan te trekken, zodat het op een later tijdstip ten gronde zal worden gevoerd. Ik denk dat ook de mensen die vandaag de dag binnen het departement werkzaam zijn, nood hebben aan duidelijkheid.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

04 Questions jointes de

- Mme Josée Lejeune au ministre de la Défense sur "le refus de mise à disposition d'un car pour les rescapés belges de Buchenwald ainsi que le refus de soutien au projet 'La jeunesse européenne sur les rails de la démocratie et de la liberté'" (n° 2156)

- M. Mathias De Clercq au ministre de la Défense sur "sa décision de supprimer le soutien à certains projets éducatifs de visite des camps de concentration de Buchenwald et de Dora par des groupes scolaires" (n° 2355)

- M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "les économies au sein du département de la Défense" (n° 2389)

- M. André Flahaut au ministre de la Défense sur "sa décision de mettre fin à un projet de pèlerinage à Buchenwald par l'Institut des Vétérans - Institut National des Invalides de Guerre, Anciens Combattants et Victimes de Guerre" (n° 2401)

- M. André Flahaut au ministre de la Défense sur "la suppression éventuelle de l'appui accordé aux associations patriotiques par le département de la Défense" (n° 2402)

- Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur "la suppression du car de la Défense nationale mis à la disposition des 'Passeurs de Mémoires'" (n° 2438)

- Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le refus de mettre des bus de la Défense à disposition des rescapés de Buchenwald" (n° 2454)

- Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "sa décision de mettre fin à un projet de pèlerinage à Buchenwald organisé entre autres par l'IV-INIG" (n° 2455)

- M. David Geerts au ministre de la Défense sur "le cadre légal des prestations pour tiers à la suite du projet 'La jeunesse européenne sur les rails de la démocratie et de la liberté'" (n° 2475)
- M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "la mise à disposition de bus militaires pour des voyages scolaires à Buchenwald" (n° 2482)

04 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Josée Lejeune aan de minister van Landsverdediging over "de weigering om een reisbus ter beschikking te stellen van de Belgische overlevenden van Buchenwald en het project 'Europese jeugd verenigt zich voor democratie en vrijheid' te steunen" (nr. 2156)
- de heer Mathias De Clercq aan de minister van Landsverdediging over "zijn beslissing om de steun aan bepaalde educatieve bezoekprojecten voor scholieren naar de concentratiekampen van Buchenwald en Dora af te schaffen" (nr. 2355)
- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "de besparingen binnen Defensie" (nr. 2389)
- de heer André Flahaut aan de minister van Landsverdediging over "zijn beslissing om de door het Instituut voor Veteranen - Nationaal Instituut voor Oorlogsinvaliden, Oud-strijders en Oorlogsslachtoffers georganiseerde bedevaart naar Buchenwald te schrappen" (nr. 2401)
- de heer André Flahaut aan de minister van Landsverdediging over "de mogelijke intrekking van de steun van Landsverdediging aan vaderlandslievende verenigingen" (nr. 2402)
- mevrouw Juliette Boulet aan de minister van Landsverdediging over "het niet meer ter beschikking stellen van een autocar van Defensie aan personen die de herinnering aan de nazigruwel levendig houden" (nr. 2438)
- mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de weigering om bussen van Defensie ter beschikking te stellen van voormalige gevangenen van het concentratiekamp van Buchenwald" (nr. 2454)
- mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "zijn beslissing om de onder andere door het IV-NIOOO georganiseerde bedevaart naar Buchenwald te schrappen" (nr. 2455)
- de heer David Geerts aan de minister van Landsverdediging over "het wettelijk kader voor prestaties voor derden naar aanleiding van het project 'De Europese jeugd op het spoor van de Democratie en de Vrijheid'" (nr. 2475)
- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "het ter beschikking stellen van militaire bussen voor schoolreizen naar Buchenwald" (nr. 2482)

04.01 Mathias De Clercq (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, ons land heeft de voorbije jaren heel wat gedaan om ons buitenlands- en defensiebeleid een meer menselijk gelaat te geven. Ik denk hierbij aan de excuses die ons land aanbood in Kigali naar aanleiding van de genocide in Rwanda, de inspanningen die België leverde om de verkiezingen in Congo mogelijk te maken, de inzet van onze troepen in verschillende humanitaire en vredesacties, zoals in Kosovo, Libanon en Afghanistan.

Een belangrijke doelstelling daarbij was steeds het in herinnering houden van het verleden. Dit is zeer belangrijk. Dit is zeer wezenlijk, gelet op het toch wel langzaam aan zeker verdwijnen van de laatste getuigen en overlevenden van een generatie die deze gruwel heeft meegemaakt, zowel in de Sovjet-Unie als in de Duitse concentratiekampen.

Als de overheid een taak heeft, dan is het wel haar burgers en in het bijzonder de jongeren op de hoogte te houden van wantoestanden die kunnen voortvloeien uit totalitaire systemen. Het is om die reden dat de Britse overheid bijvoorbeeld steun biedt aan scholen die een bezoek brengen aan het museum Flanders Fields in Ieper over de Eerste Wereldoorlog. Uw voornemen om vanuit Defensie niet langer bussen ter beschikking te stellen voor jongeren om de kampen van Buchenwald en Dora te bezoeken is onbegrijpelijk. Ik vind het ook onaanvaardbaar.

Mijnheer de minister, ik zou graag twee recente beslissingen van uwentwege willen bevragen.

De eerste betreft uw beslissing om de bussen van het ministerie van Defensie niet meer te laten verhuren voor jongeren die kennis maken met die gruwelijkheden van totalitaire systemen, in casu het nationaalsocialistische regime in Duitsland. Het gaat hier eigenlijk over jongeren of scholieren die met de "Vriendenkring van Buchenwald" drie tot vier keer per jaar een vierdaagse uitstap doen naar het concentratiekamp van Buchenwald. Ik denk dat een beter educatieve les niet bestaat. Ik wil er u ook op wijzen dat de "Vriendenkring van Buchenwald" zelf aan het ministerie van Defensie een onkostenvergoeding betaalt van om en bij de 600 euro. U wil dit nu verbieden.

Een ander project is de “Vrijheidstrein”. Het is een project waarbij verschillende leerlingen uit verschillende Europese landen, Nederland, Spanje, Griekenland, Cyprus, Bulgarije, samen naar Buchenwald gaan en in contact komen met de getuigen en met de overlevenden van de verschrikking van het concentratiekamp. De leerlingen komen ook uit België, want België is daar eigenlijk de initiatiefnemer. U wil nu beide projecten verbieden die juist in herinnering kunnen brengen wat geen enkel leerboek ons kan doen. Geen enkel leerboek kan op tegen een dergelijke fysieke confrontatie.

Ik wil u dan ook drie vragen stellen, mijnheer de minister.

Gaat u deze projecten zoals u in de media heeft aangekondigd, nu kortwieken of komt u terug op uw woorden?

Komt het project van de “Vrijheidstrein” waar België als initiatiefnemer fungeert, niet in het geheel in gevaar als België uit de boot stapt?

Ten derde, wat is uw persoonlijke standpunt over de concentratiekampen en over de manier waarop – dat is essentieel – ze in de opleiding in onze scholen kunnen worden gekaderd?

Mijnheer de minister, ik verzeker u dat mijn vraag geen partijpolitiek karakter heeft. Ik ben er immers van overtuigd dat u, net zoals ik, begrijpt dat dergelijke schoolreizen nuttig en bijzonder zinvol zijn. Ik hoop echt dat u op uw beslissing terugkomt. Dat zal niet als een vorm van zwakte maar als een teken van empathie worden beschouwd. Het zal de mensen ook doen beseffen dat u een visie hebt die de financiële waan van de dag overstijgt.

De **voorzitter**: Mijnheer De Vriendt, u hebt over het onderwerp twee vragen. Ik stel voor dat u ze aan elkaar koppelt, wat mij geen probleem lijkt te zijn.

04.02 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijn eerste vraag gaat meer in het algemeen over de besparingen bij Defensie.

In de pers verschenen berichten dat Defensie 150.000 euro zou moeten besparen.

Kloppen voornoemde berichten? Indien ze niet kloppen, wat is dan het correcte bedrag dat door Defensie moet worden bespaard?

Ten tweede, hoeveel bedroegen de kosten voor het inleggen van militaire bussen voor schoolreizen naar Buchenwald in 2005, 2006 en 2007?

De problematiek is ondertussen voldoende gekend. Ik vraag mij in dat verband af in welke mate u een alternatief zal voorstellen om scholen tot het maken van uitstappen naar plaatsen zoals Buchenwald aan te zetten.

Een concrete mogelijkheid zou kunnen zijn om binnen het budget van Defensie een post in te schrijven voor projectondersteuning voor scholen, die met het geld dan een uitstap zouden kunnen organiseren en privébusmaatschappijen zouden kunnen inschakelen.

Wat is uw mening over voornoemde, concrete suggestie?

Ten tweede, gaat u ermee akkoord dat vredeseducatie een essentieel onderdeel van het beleid van een minister van Defensie moet zijn? Welke wijze acht u de meest geschikte om vredeseducatie in uw beleid te integreren?

04.03 André Flahaut (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, les collègues viennent d'évoquer la double problématique en la matière.

En ce qui concerne les déplacements à Buchenwald, j'ai été étonné d'apprendre que vous reveniez sur cette décision. En effet, il avait été prévu, à la demande d'organisations internationales dont la Fédération internationale de la Résistance, de nous joindre à cette opération pour envoyer des jeunes visiter Buchenwald, rencontrer des anciens, lors d'un anniversaire particulier. Il y avait de jeunes Russes, Grecs, etc. et 400 Belges, dans le but de commémorer les souffrances endurées, les sacrifices consentis par les

victimes de la barbarie nazie dans une lutte pour la liberté et la démocratie. Cette lutte nécessite un combat permanent de tout un chacun où qu'il soit.

Ce projet conforme aux missions de l'Institut des invalides de guerre, anciens combattants et vétérans a été examiné à plusieurs reprises par le conseil d'administration et a été approuvé en décembre. Les aspects budgétaires du dossier ont été approuvés à ce moment par le délégué du ministre des Finances et par moi-même. Rien ne s'opposait donc à cette réalisation et les opérations suivaient leur cours. J'ai été effectivement surpris d'apprendre votre désapprobation. L'administrateur général a pris les dispositions pour signaler l'arrêt de cette opération, tout en espérant une révision de votre position.

Je m'étonne de la décision prise d'autant plus qu'un ministre par rapport à un organisme d'intérêt public de type B a la possibilité d'exercer un droit de veto, mais dans un certain délai. Ici, le délai était dépassé. Le conseil d'administration appréciera.

Je voudrais préciser également que l'ensemble des provinces du pays, la Région bruxelloise, la Communauté française de même que la Communauté flamande avaient marqué leur accord. Ainsi, au moment où toutes les institutions marquent leur accord dans une belle convergence, dans une belle unanimité, un des supports principaux, en l'occurrence le département de la Défense, se retire, ce qui est regrettable et risque de mettre l'opération en péril, si ce n'est que la détermination des résistants à faire réussir l'opération est toujours aussi grande aujourd'hui.

Je me joins donc à la question de M. De Clercq. Monsieur le ministre, comptez-vous revoir votre décision? Il est inutile de se perdre en circonvolutions. Soit, la réponse est oui, soit c'est non! Ainsi, nous saurons à quoi nous en tenir et les anciens combattants aussi. Je regretterais cependant que la décision soit maintenue.

Quant à la mise à disposition des bus, ce sont des opérations de mémoire. Il y a effectivement moyen de faire d'autres économies que sur cette mission-ci particulière de support à la nation et à la vigilance démocratique.

Vous me répondrez qu'il s'agit de prestations aux tiers et qu'un inspecteur des Finances, sans doute bien éclairé, qui, depuis un certain nombre d'années, s'évertue à remettre les mêmes avis dans une forme de frustration permanente car n'ayant pas le pouvoir absolu de décider du droit de vie ou de mort sur ce qui peut être fait ou non par un ministre de la Défense, estime que cette problématique doit être réglée par un arrêté royal.

Les prestations aux tiers sont fixées dans la loi-programme de 2002. À l'époque, il a été prévu non pas un arrêté royal mais que des directives et des dispositions seront prises par le département. Or, ces directives ont été prises. Il s'agit en fait d'une directive fort épaisse, rédigée par le chef de la Défense qui met lui-même en œuvre ces opérations de prestations aux tiers.

Lorsqu'une demande arrive, elle est normalement envoyée par votre cabinet vers l'administration qui la traite. Un service particulier de l'administration existe pour l'aide aux tiers. Ce service rend un avis éclairé positif ou négatif, donne un chiffrage et fait une proposition. Si le coût de cette proposition dépasse un certain plafond, elle est soumise à l'Inspection des Finances. Il est évident que, pour certains bus, nous sommes en dessous des seuils de délégation et vous êtes dès lors vous-même habilité, ce également dans un souci de souplesse. De fait, un ministre de la Défense ne prend pas de vacances; il est présent 24 heures sur 24 et peut répondre très rapidement aux demandes formulées. Cela se fait donc en toute légalité.

Monsieur le ministre, aujourd'hui, on butte sur une interprétation d'une loi faite par un fonctionnaire des Finances qui estime qu'il faut un arrêté royal pour régler cette problématique, alors que la loi et les travaux préparatoires parlent d'une directive existante. Tout ceci est contrôlable. Avec l'expérience, que je vous souhaite longue, vous verrez qu'il est parfois frustrant d'attendre le bon vouloir d'un fonctionnaire en congé ou en récupération pour pouvoir faire avancer une opération.

De grâce, monsieur le ministre, soyez un politique qui décide et non pas un politique soumis à une administration! Gardez votre liberté de penser, votre liberté de parole et d'action! Sinon, vous serez enfermé dans un corset d'impuissance!

04.04 Pieter De Crem, ministre: Monsieur Flahaut, je n'ai aucun problème d'impuissance ni d'infertilité!

04.05 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, ma question porte sur la suppression du car de la Défense nationale, qui était mis à la disposition des "passeurs de mémoire" à La Louvière notamment. D'anciens prisonniers politiques se rendent toujours à Auschwitz, accompagnés d'élèves. Comme mon collègue De Vriendt l'a dit, cette démarche est très importante en termes de transmission de ces souvenirs et des ces horreurs qui se sont déroulées pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est d'autant plus important que les témoins de l'époque se font de plus en plus rares, vu que les années passent et qu'ils vieillissent.

J'en étais aussi, lorsque adolescente, j'ai visité un camp de concentration. C'est la raison pour laquelle j'avais refusé de vous accompagner lorsque vous nous avez invités à Auschwitz. Cette visite m'avait tellement marquée que je ne désirais pas réitérer l'expérience. Étant donné la visite que vous aviez organisée, j'avais l'impression que vous étiez très attaché à ce devoir de mémoire. Aussi avons-nous été interpellés par la population de La Louvière et d'ailleurs quant à la raison de la suppression de la mise à disposition des cars de la Défense nationale. Cette démarche, outre l'apport important qu'elle représentait, montrait que le ministre de la Défense soutenait cette initiative. Votre décision est-elle uniquement motivée par des raisons budgétaires? Que fait-on par rapport à ce devoir de mémoire et la transmission de ce souvenir? Qu'envisagez-vous de faire pour la suite? En effet, nos aînés se sont battus pour la défense du pays. Il est important de soutenir ce principe ainsi que l'intérêt des jeunes à ce sujet.

04.06 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, vous auriez récemment pris la décision de ne pas mettre gratuitement des bus de la Défense à la disposition des rescapés belges du camp de concentration de Buchenwald pour une visite. Eu égard aux propos tenus par mes collègues, il est difficile de prendre au sérieux les motifs avancés, à savoir notamment la volonté de réaliser des économies et de ne pas concurrencer inéquitablement les entreprises privées. N'estimez-vous pas, monsieur le ministre, que cette dépense à imputer au budget de la Défense est minime? N'estimez-vous pas que cette dépense est, de toute manière, entièrement justifiée au regard de l'objectif de permettre à des personnes qui ont subi le pire pour la liberté de leur pays, de notre pays, de continuer à témoigner de l'horreur nazie? Si la concurrence vous semble si importante, rien ne vous empêche de lancer un appel d'offres pour le transport des rescapés de Buchenwald. La concurrence sera préservée et la Défense continuera à honorer ceux qui ont risqué leur vie pour la Belgique?

Ma deuxième question concerne l'Institut des invalides de guerre (INIG). Le projet porté par l'INIG de rassembler, en compagnie de plusieurs associations patriotiques nationales et étrangères, un millier de jeunes en vue d'un déplacement vers Buchenwald, reçoit évidemment tout notre soutien. Il est essentiel en effet que les jeunes générations se souviennent des désastres provoqués par l'horreur nazie.

Est-il vrai que vous auriez donné l'instruction à l'administrateur général de l'IV-INIG de ne pas poursuivre ce projet? Si tel est le cas, je dois avouer que j'en serai atterrée mais j'aimerais en connaître les motivations.

04.07 David Geerts (sp.a-spirit): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb vorige week donderdag reeds het inhoudelijke debat gevoerd. Omdat u zelf niet aanwezig kon zijn, heeft minister Vandeurzen mij geantwoord. Uit uw antwoord zou blijken dat de prestaties voor derden een wettelijk en reglementair kader moeten hebben en dat dit er volgens de Inspectie van Financiën nog steeds niet is. Ik wil daarop terugkomen, want volgens mij is er dat wel.

Ten eerste, wat de herinneringseducatie betreft, hebben we in de vorige legislatuur samen een wet goedgekeurd waarin we hebben gezegd dat de taken van het Nationaal Instituut moeten worden uitgebreid omdat juist de mensen die het effectief hebben meegemaakt, verminderen, en dat die middelen dan moet worden ingezet in het kader van de herinneringseducatie. Die wet bestaat dus. Minister Vandeurzen heeft gezegd dat hij dat weet en dat daarvoor uitvoeringsbesluiten moeten worden genomen, maar gelet op de korte regeringsperiode, is dat nog niet mogelijk geweest. Ik zeg dan dat er wel een wettelijk kader bestaat.

Ten tweede heb ik artikel 151 van de programmawet van 2 augustus 2002 aangehaald, waarin er volgens mij wel een wettelijk kader is vastgelegd. De motivatie om te zeggen dat het departement van defensie geen bussen kan inleggen omdat het deloyale concurrentie is, houdt volgens mij totaal geen steek. Het klopt ook niet als argument.

Daarom wil ik deze vragen opnieuw aan uzelf stellen.

Blijft u erbij dat er geen wettelijke basis is?

Ten tweede, als u mijn voorgaande bemerkingen kent in verband met de wet op de hervorming van het Nationaal Instituut, denk ik dat niets u ervan weerhoudt om het project betreffende “de Europese jeugd op het spoor van vrijheid en democratie”, te ondersteunen.

04.08 Minister **Pieter De Crem**: Mijnheer de voorzitter, collega's, ik zal een globaal antwoord geven op de verschillende vragen die zijn gesteld.

Ik was gisterenavond in Mechelen, op de voorstelling van de film Modus Operandi. Ik was daar uit respect en ook uit betrokkenheid met de doelstellingen van de organisatie. Ik heb daar met veel mensen kunnen spreken en ik heb er eens te meer – dat weten ze van mij – mijn dank en waardering uitgedrukt. Ik heb ook mijn respect betuigd ten opzichte van de verschikkingen die zij hebben doorstaan. Ik heb ook kennis mogen nemen van de vele steun die zij geven aan defensie en aan de maatregelen die wij nemen inzake de publieke herinnering en de herinnering op zich aan oorlog, verdrukking, miskenning van mensenrechten en verzet tegen totalitaire regimes. Wij doen met defensie voortdurend inspanningen om daaraan hulde te brengen.

Ik durf het woord “aangenaam” niet in de mond nemen om de sfeer te beschrijven, maar het was een versterkend moment voor ons beiden, omdat heel veel mensen die daarin een grote betrokkenheid hebben, wel iets verder denken dan de waan van de dag – de notie die hier is gevallen – en ook weten wat defensie allemaal doet om de zaken waarvoor zij zich benaastigen, mogelijk te kunnen blijven maken.

Ik zal een onderscheid maken – dat is in deze zaak wel belangrijk – tussen zaken die defensie zelf doet en zaken die anderen doen en waarvoor een beroep wordt gedaan op defensie. Dat is eigenlijk de essentie van de zaak.

Je fais remarquer que la Défense, elle-même, organise chaque année un nombre d'activités en présence d'autorités civiles et militaires et, la plupart du temps, en collaboration avec des associations patriotiques et avec une participation des victimes de guerre, des vétérans et de la jeunesse.

- Victory Day, célébré le 8 mai à Bruxelles, en collaboration avec le NEFOS, l'UFAC et d'autres associations d'anciens combattants.

V-Dag, op 8 mei in Brussel, in samenwerking met het NEFOS, UFAC en andere oud-strijdersverenigingen.

- Le 7 avril, ...

04.09 **André Flahaut** (PS): Deze zijn geen initiatieven van Defensie maar wel het protocol van de Staat!

04.10 Minister **Pieter De Crem**: Ik kan ook een lijst geven van activiteiten die u niet meer heeft gedaan. U mag mij niet te veel uitdagen daarover. Er zijn ook zaken die u niet meer heeft gedaan, die u verboden heeft om te doen.

04.11 **André Flahaut** (PS): 7 april is normaal, 8 mei is normaal, 21 juli is normaal, 11 november is normaal!

04.12 Minister **Pieter De Crem**: Voorzitter, ik weet niet of het nu eigenlijk al een gedachtewisseling is, anders kan ik een lijst geven van activiteiten die door de parastatale niet meer mochten worden gedaan. Dat is ook bijzonder interessant.

De **voorzitter**: Gelieve te antwoorden.

04.13 Minister **Pieter De Crem**: Ik herneem.

- Victory Day op 8 mei, wat we zelf doen.

- 7 april 2008, de veteranendag in samenwerking met voornamelijk het NIOOO en de vereniging van de blauwhelmen.

Le 7 avril, la journée des vétérans en coopération principalement avec l'INIG et l'association des bérets bleus.

- De tweede helft van januari: bezoeken aan Auschwitz met jongeren en oud-gevangenen in samenwerking met voornamelijk ook het NIOOO en Joodse organisaties ter gelegenheid van de herdenking van de bevrijding van het kamp, waarvan ik bij het bezoek in Auschwitz heb aangekondigd dat de activiteit meerdere keren per jaar zou moeten plaatsvinden en, wat mij betreft, drie keer. Die aankondiging werd bijzonder gesmaakt. Inderdaad, er was in het verleden reeds naar gevraagd en die activiteit werd nu voor het eerst toegezegd.

La seconde moitié de janvier, la visite d'Auschwitz avec des jeunes et d'anciens prisonniers, en collaboration principalement avec l'INIG et des organisations juives, à l'occasion de la commémoration de la libération du camp; la commémoration de la libération du fort de Breendonk, en septembre à Breendonk.

- De herdenking van de bevrijding van het Fort van Breendonk in september te Breendonk. Bovendien zal ik het initiatief nemen om het Fort van Breendonk op te tillen tot nationaal memoriaal van Landsverdediging, als erkennings-, memoriaal- en herinneringscentrum van het Ministerie van Landsverdediging. Dit is een nieuw initiatief dat ik reeds heb aangekondigd. Ik herhaal het hier.

- La commémoration des troupes françaises et marocaines décédées en Belgique au cours de la Seconde Guerre mondiale, en mai, à Chastre.

De herdenking van de Franse en de Marokkaanse troepen gesneuveld in België, in Chastre, tijdens wereldoorlog II.

- La commémoration de la campagne des dix-huit jours à Courtrai, au mois de mai.

De herdenking van de achttiendaagse veldtocht in Kortrijk in samenwerking met het NEFOS FUNAC en andere oud-strijdersverenigingen, eveneens in de maand mei.

- La cérémonie du cénotaphe, le dernier dimanche précédant la fête nationale, à Londres.

De cenotaafparade op de laatste zondag voor de nationale feestdag te Londen.

- La commémoration annuelle des anciens de la Brigade Piron, le 4 septembre à Molenbeek, devant leur monument.

De jaarlijkse herdenking van de oudgedienden van de brigade Piron op 4 september te Molenbeek aan hun monument.

- De wapenstilstand op 11 november en de herdenkingceremonies in de Westhoek.

- Le US Memorial Day en collaboration avec l'ambassade américaine et la jeunesse locale à Neuville, à Henri-Chapelle, à Waregem et à Bastogne.

De US Memorial Day in samenwerking met de ambassade van de Verenigde Staten en de plaatselijke jeugd in Neuville en Hendrikkapelle, in Waregem en Bastenaken.

- De Volkstrauertag in samenwerking met de Duitse ambassade, de defensieattaché van de Duitse Bundeswehr en de plaatselijke jeugd op het kerkhof van Lommel.

Le Volkstrauertag en collaboration avec l'ambassade d'Allemagne, l'attaché de défense allemand et la jeunesse locale à Lommel.

- Les commémorations canadiennes, polonaises et russes dans leurs cimetières militaires respectifs en collaboration avec les ambassades et les attachés de défense respectifs.

De Canadese, de Poolse en de Russische herdenkingen op de militaire kerkhoven in samenwerking met de respectievelijke ambassades en hun defensieattachés.

Tot daar wat Landsverdediging zelf doet. De activiteiten en de herdenkingsactiviteiten in Auschwitz worden opgedreven. Het fort van Breendonk wordt het nationaal memoriaal van Defensie.

Daarnaast ondersteunt Defensie een aantal organisaties. Ik sta ten volle achter de activiteiten die de organisaties ondernemen en daar vallen heel wat organisaties en activiteiten onder. Voor alle duidelijkheid, dit zijn activiteiten die anderen organiseren en waarvoor, uit gewoonte of wegens van een aantal zaken uit het verleden, een beroep op de diensten van Landsverdediging wordt gedaan.

Wat het dossier van de militaire bussen voor de schoolreizen betreft, verwijs ik naar het rapport van de Inspectie van Financiën van 5 november 2007. Het kan ook zo zijn dat men in dit land rapporten en adviezen van de Inspectie van Financiën niet meer volgt. Ik heb een begrotingsconclaf achter de rug en de enige richtlijnen daar zijn adviezen omtrent aspecten van Financiën. Als die niet worden gerespecteerd, heeft men weinig geloofwaardigheid in besprekingen.

Ik verwijs naar dat advies van de Inspectie van Financiën met betrekking tot de prestaties voor derden. In dat besluit schrijft de Inspectie onder meer dat het uitvoeren van transportactiviteiten wordt beschouwd als een oneerlijke concurrentie tegenover de privésector.

04.14 André Flahaut (PS): Belachelijk. (...) J'espère que cela est noté.

04.15 Minister Pieter De Crem: De Inspectie van Financiën is volgens u dus een ridicuul instituut in België?

04.16 André Flahaut (PS): Monsieur le ministre, vous n'êtes pas obligé de suivre l'avis de l'inspecteur des Finances. Autrement, vous allez être interpellé sur chaque décision. Et vous verrez que vous devrez déroger à un certain moment!

04.17 Pieter De Crem, ministre: Un ministre de la Défense doit donc nécessairement opérer dans l'illégalité?

04.18 André Flahaut (PS): Ce n'est pas de cela qu'il est question! Cela vous arrange bien de ne pas faire de pèlerinage. (...)

04.19 Pieter De Crem, ministre: Mes services analysent, d'une part, les prestations exécutées et, de l'autre, les directives existantes.

En exécution du rapport mentionné ci-dessus, l'objectif consiste à élaborer un arrêté ministériel qui fixe les conditions générales et les règles de priorité autorisant et permettant ces prestations.

Als minister van Landsverdediging, zoals iedere andere minister, kan ik niet anders dan optreden in een wettelijk kader en de voorschriften die worden voorgesteld, zullen duidelijkheid en transparantie moeten scheppen om willekeur te vermijden. Ik zal daar dan ook werk van maken.

Niemand kan mij inzake het dossier tegenspreken.

Het dossier "de Europese jeugd op het spoor van de democratie en de vrijheid" was financieel niet sluitend. Het is een dossier dat uit de lopende zaken gekomen is. Ik werd met dat dossier geconfronteerd bij mijn aanstelling als minister van Defensie en ik heb toen reeds gezien dat het dossier financieel niet sluitend was. Meerdere partijen was gevraagd te volstorten.

Een voorwaarde om de verplaatsing te laten doorgaan was dat iedereen die aangesproken was, zich per brief engageerde om zijn financieel aandeel te volstorten. Dat is tot heden door heel veel autoriteiten nog niet gebeurd. Ik zou daar bijzonder polemisch over kunnen doen, door te zeggen wie het nog niet heeft gedaan. Waarom, weet ik niet, maar zij hebben het nog niet gedaan. Ik wil dat in de commissie toch even zeggen.

Ik heb zelf contact genomen met al die instanties en gevraagd hun financiële steun te verlenen. Wanneer het dossier financieel sluitend is – waarvoor ik persoonlijk de correspondentie en de telefoongesprekken voer, over alle partijgrenzen en taal- of gemeenschapsgrenzen heen –, zal het dossier kunnen doorgaan.

Niettemin wil ik er ondertussen op wijzen dat de doelstellingen van de organisatie zeer belangrijk en lovenswaardig zijn. Ik weet dat beter dan wie ook. Ik heb dat trouwens gezien tijdens het bezoek dat ik heb gebracht, samen met de leden van de defensiecommissie en 120 jongeren.

Als minister van Landsverdediging ben ik ook voogdijminister van het Instituut voor Veteranen, het Nationaal Instituut voor de Oorlogsinvaliden, de Oud-strijders en de Oorlogslachtoffers. In 1998 werd aan het instituut de opdracht toevertrouwd de historische herinnering aan de conflicten die het land in beroering brachten, te vrijwaren en een betere doorstroming van die herinnering naar de publieke opinie, en in het bijzonder naar de jeugd, te bevorderen.

In het instituut zal een aparte cel worden opgericht met het oog op het bevorderen van meer verdraagzaamheid, burgerzin, democratie en het wederzijds respect tussen de personen. Binnenkort zal de administrateur-generaal van het instituut mij daarover een beleidsnota voorleggen.

Maar in ons land zijn afspraken gemaakt. Defensie doet heel veel zaken zelf. Ook voor andere zaken wordt een beroep gedaan op Defensie. Wat de organisatie van verplaatsingen voor organisaties betreft, dat valt buiten het wettelijke kader. Bovendien is het mijn overtuiging dat de organisatie van schoolreizen valt onder de koepel Opvoeding in de breedste zin van het woord en dat daarover na de recente staatshervorming in ons land duidelijke afspraken zijn gemaakt.

Ik kom nu tot de verdeling en de budgettaire impact.

Begroting heeft weinig vrienden, zeker wanneer men een budget moet vastleggen. Ik kan u zeggen dat het tot stand komen van het budget voor Defensie ook dit jaar allesbehalve een akkefietje was. De impact van die zaken zijn zeer belangrijk.

Ik heb in het kader van de bustransporten naar Buchenwald een aantal initiatieven gefactureerd. Het ging om bedragen van 2005, 2006 en 2007 van 746 euro, 837 euro en 2.830 euro. Die bedragen dekken de kosten voor het verbruik van de bussen, de weekendprestaties van het personeel en hun kleine vergoedingen. De overige kosten, met name de onderhoudskosten werden gedragen door Defensie en vertegenwoordigden respectievelijk 2.048, 4.097 en 10.948 euro.

Het gaat echter niet alleen over voornoemde verplaatsingen. Er worden ongeveer 800 ritten, een- of meerdaagse verplaatsingen, per jaar georganiseerd. Dat is niet de kerntaak van het ministerie van Defensie. Ik zal dat ook laten weten aan de collega's die wel voor dergelijke zaken op het niveau van de Gemeenschappen en de Gewesten bevoegd zijn.

De jongste informatie met betrekking tot verplaatsingen die zijn gebeurd naar Buchenwald; nogmaals met dien verstande wat wij zelf doen, nogmaals met dien verstande dat de verplaatsing gedurende vier dagen zal doorgaan – ik heb daarvoor mijn aval gegeven – maar weliswaar met die sleutel dat iedereen die heeft toegezegd om financieel te participeren, het ook zal moeten doen. Ik neem hen daar op hun eer. In 2006 werden voor dergelijke verplaatsingen 17% van de kosten betaald door de gebruiker en 83% door Defensie, in 2007 20% door de gebruiker en 80% door Defensie.

Tot daar wat ik u hierover te zeggen hebben, collega's, mijnheer de voorzitter.

04.20 Mathias De Clercq (Open Vld): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. U hebt enorm veel gezegd, waaronder ook een aantal goede zaken.

Ik ben echter bijzonder ontgoocheld over uw definitieve weigering om op uw beslissing terug te komen. Ik betreur dat enorm. Ik vind het onaanvaardbaar en ik zal mij dan ook wenden tot andere politieke verantwoordelijken om wel hun verantwoordelijkheid te nemen, om wel die bussen ter beschikking te stellen in het belang van het levend houden van de herinneringen.

Ik vind ook dat Defensie verder een actieve rol in die voorlichting moet spelen, al was het maar vanuit het principe dat voorkomen beter is dan genezen. Ik ben bijzonder ontgoocheld door uw antwoord. U hebt een hele opsomming gegeven, maar u bent niet concreet op de vragen ingegaan. Ik betreur dat. Ik zal mij moeten wenden tot andere politieke verantwoordelijken in ons land.

04.21 Minister Pieter De Crem: Het is een taak van de gemeenschaps- en gewestregeringen. Misschien kunt u er bij de vertegenwoordigers van uw partij die zitting hebben in regeringen op andere niveaus, op aandringen dat zij hun collega's vragen om te volstorten. Dat zou een interessante suggestie zijn.

04.22 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, dank u voor uw antwoord. In 2007 bedroeg de kostprijs van het inleggen van bussen door Defensie naar het concentratiekamp van Buchenwald

14.000 euro. Op een totaal budget van meer dan 2,5 miljard euro kan dat geen besparing worden genoemd. U hebt dat argument gebruik ter motivering van de afschaffing van de bussen. Ik onderstreep: het gaat om bussen die schoolreizen naar het concentratiekamp van Buchenwald mogelijk maken. Die afschaffen kan geen maatregel worden genoemd om te besparen op het budget van Defensie. Dat is niet ernstig.

Ik hoop dat u werk maakt van de mogelijkheid waarbij scholen gebruik kunnen maken van de middelen van Defensie om dergelijke uitstappen te organiseren. Dat kan via een dotatie waardoor scholen gebruik kunnen maken van privébusmaatschappijen. Vredeseducatie moet worden uitgebouwd in Defensie en ook de financiële mogelijkheden daartoe moeten op tafel kunnen worden gelegd, zeker voor scholen en jongeren.

04.23 Minister **Pieter De Crem**: Er is daarover een poll geweest en een groot forum op de website van een Vlaamse krant. Ik meen dat meer dan 4.000 mensen aan die poll hebben deelgenomen en 85% van de deelnemers vond dat dat geen kerntaak van Defensie was.

Ten tweede, op het forum heeft men gezegd dat herinnering bijzonder belangrijk is en dat de kerntaak van Defensie net daar ligt. We doen met Defensie wat we moeten doen. Het kan niet enkel en alleen zo zijn dat andere mensen zaken organiseren en wij ervoor moeten opdraaien. Weet u waarom? Dat is een zaak van goed bestuur. Goed bestuur is in deze dat ik het wettelijke kader moet toepassen. Dat is misschien niet zo belangrijk voor u, maar ik moet het wel doen.

04.24 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, wij zijn voor een defensie waarvan vredeseducatie, conflictbemiddeling en preventie belangrijke pijlers zijn. In die zin, de poll op De Standaard online ging over het inleggen van bussen door Defensie. Ik creëer echter een opening, ik doe een concrete suggestie om te werken via een dotatie aan scholen en organisaties die naar een concentratiekamp willen gaan om te besteden aan een privébusmaatschappij.

04.25 Minister **Pieter De Crem**: Gaat u akkoord met wat er verschenen is in de poll van De Standaard?

04.26 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen!): Ik ga akkoord met het feit dat Defensie financieel de mogelijkheid moet creëren voor scholen om uitstappen te kunnen organiseren naar het concentratiekamp Buchenwald. Op dit moment stel ik vast dat die mogelijkheid bestond...

04.27 Minister **Pieter De Crem**: Ik stel vast dat de verantwoordelijkheid daarvoor ligt bij degenen die in ons land het onderwijs organiseren, de respectieve Gemeenschappen. Die moeten hun verantwoordelijkheid nemen. Ze kunnen dat misschien doen, nadat ze financieel hebben geparticipeerd in de bus van de herinnering.

04.28 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen!): Het is mijn overtuigd standpunt dat Defensie federaal ook een verantwoordelijkheid in die zin moet opnemen, eventueel gekoppeld aan een samenwerking met de Gemeenschappen en de Gewesten. Volgens onze ideologische kijk op de organisatie van Defensie is het zeer belangrijk dat Defensie als such ook verantwoordelijkheid neemt inzake vredeseducatie.

04.29 **André Flahaut** (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, la froideur glaciale et arithmétique de votre réponse me fait peur. Elle me rappelle la température qu'on rencontre à Auschwitz quand on le visite au mois de janvier.

04.30 **Pieter De Crem**, ministre: (...) que j'ai rencontré hier soir est sans doute empreinte de plus de crédibilité que la vôtre.

04.31 **André Flahaut** (PS): Comme je vous ai interrompu deux fois, je vous autorise à m'interrompre deux fois également. Ensuite, vous me laisserez continuer. Cela étant dit, vous raisonnez arithmétiquement, en disant "cela coûte autant", vous raisonnez institutionnellement, en disant que les Communautés n'ont qu'à payer. Mais bon sang, dans les camps de concentration, ce sont des Belges du Nord, du centre et du Sud qui sont morts. Il faut effectivement donner un support à ces activités de mémoire. Mais non, vous ramenez tout à l'avis frileux d'un inspecteur des Finances, vous ramenez tout à des discussions institutionnelles, alors qu'on parle de mémoire, de vigilance démocratique et de notre obligation citoyenne. Si le département de la Défense ne remplit pas ce rôle au niveau fédéral, qui va s'en charger?

J'entends qu'on va faire un appel d'offres, alors qu'il y a des bus qui ne roulent pas et qu'on préfère laisser

dans des hangars, dans des garages, plutôt que de les mettre à la disposition de la société civile. Si telle est votre politique, je ne pourrai pas l'appuyer. On aura l'occasion d'en discuter car c'est frustrant, les questions et les réponses. Le Règlement de la Chambre est mal fait: il faut le modifier. On ne peut pas intervenir alors que certaines choses qu'on a dites ne sont pas correctes. Dans la discussion de la note de politique générale et dans la discussion du budget 2008 de la Défense, que vous avez raison de prévoir difficile, nous y reviendrons.

Vous avez dit que vous pourriez entrer dans une polémique; en effet, cela vous va bien, la polémique. Vous aimez bien cela. Vous êtes meilleur en polémiste qu'en ministre.

04.32 Pieter De Crem, ministre: C'est plutôt vous qui aimez cela.

04.33 André Flahaut (PS): Sans entrer dans la polémique, je vous poserai simplement une question. Quels sont les pouvoirs qui n'ont pas répondu à l'appel? Identifiez clairement ceux qui n'ont pas répondu favorablement et n'ont pas encore payé. Nous avons le droit de le savoir. Vous parliez du forum tout à l'heure. On sait comment on les construit: on peut vous faire un sondage d'opinions sur mesure si vous voulez et vous serez tantôt plus sympathique, tantôt moins. J'espère que ce ne sont pas les forums ni même les éditorialistes du "Standaard" qui déterminent vos attitudes. Vous êtes ministre, il y a un parlement, il y a une majorité, il y a un gouvernement, voilà qui détermine le contenu de la politique que nous allons mener, et pas les forums, les discussions ou les sondages.

Peu importe donc ce qu'on dit, il faut aussi entendre les associations et les parlementaires. Or j'entends au Vld, chez Groen!, au sp.a, au cdH, qu'on vous demande de revenir sur votre décision, de faire un geste pour la citoyenneté, de vous montrer humain et citoyen en maintenant ces dispositions en faveur de la société civile.

Bref, quels sont les pouvoirs qui ont répondu, ceux qui n'ont pas répondu, ceux qui ont payé, ceux qui n'ont pas payé? La visite à Buchenwald aura-t-elle lieu ou non? Dois-je considérer aujourd'hui qu'il n'y aura plus de mise à disposition de bus pour les manifestations patriotiques et de soutien de la mémoire autres que celles prévues par un protocole et les organisations du gouvernement dans son ensemble? En effet, la journée du 7 avril demande une représentation gouvernementale, celle du 11 novembre, la représentation de l'État, de même que celle du 21 juillet, etc.

Y aura-t-il, oui ou non, encore des bus mis à la disposition des écoles pour effectuer ces déplacements à titre de devoir de mémoire? C'est tout ce que je demande.

04.34 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, en complément de la réplique de mon collègue, M. De Vriendt, j'ajouterais que ces personnes qui prennent des initiatives se sentent prises en otage parfois et c'est assez triste. Finalement, vous avez énuméré l'ensemble des initiatives que vous menez, mais il est important à mes yeux de plutôt soutenir des initiatives locales, qui partent de la base et qui, surtout, réunissent à la fois des anciens combattants et des jeunes étudiants habitant des lieux communs sans se connaître. C'est ce genre d'initiative qu'il faut privilégier et pas simplement celle qu'un ministère fédéral va décider de soutenir.

En termes de "bonne administration", si nous disposions d'un cahier de charges bien spécifique, définissant éventuellement les dérives et les abus en cas d'utilisation des cars de la Défense, ce genre de questions ne se poserait pas.

04.35 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, je prends acte des éléments de réponse que vous nous avez apportés dans un sens comme dans l'autre. Je prends acte des actions menées par votre département ou en collaboration avec les associations patriotiques pour aider leurs activités.

Je souhaite, mais surtout j'insiste pour que le devoir de mémoire soit pérennisé dans notre pays pour les différentes générations de Belges, que tous les niveaux de pouvoir de notre pays y participent ainsi que votre département.

Si je vous ai bien compris, un arrêté ministériel est en cours de préparation concernant les prestations pour tiers. Aussi, monsieur le ministre, ne puis-je que vous inviter à oeuvrer rapidement en la matière pour clarifier le cadre légal.

04.36 David Geerts (sp.a-spirit): Mijnheer de minister, u zit al veel langer in de politiek dan ik, dus het komt mij niet toe u suggesties te doen. Als u echter uw beleid zult stoelen op resultaten van een poll, lijkt mij dat geen goed bestuur, maar wel bestuur volgens de waan van de dag. Naar de programmawet van 2002 hebt u niet verwezen; die lijkt voor u niet te bestaan.

Dan is er uw laatste argument over de deloyale concurrentie. Wat zult u doen als op een bepaald ogenblik een inspecteur van Financiën zegt dat de minister zich voor een of andere top niet meer mag verplaatsen met een militair vliegtuig, omdat hij een beroep moet doen op de privémarkt? Stel dat we een poll doen in een of ander weekblad en alle werknemers van de verschillende privévliegtuigfirma's doen mee met de poll, dan zal het resultaat ook wel bekend zijn.

04.37 Minister Pieter De Crem: Het discussieforum is wel tot stand gekomen na de beslissing, mijnheer Geerts. Candide van Voltaire wist dit ook al: oorzaak en gevolg. Eerst is er de beslissing geweest en dan nadien is er een discussie op gang gekomen. Eerlijk gezegd, ik laat mij door niemand beïnvloeden. Ik neem beslissingen waarvan ik vind dat ze de belangrijkste zijn met het oog op het welzijn en het goede beheer van het departement.

04.38 David Geerts (sp.a-spirit): Niet luisteren of niet willen luisteren naar anderen heeft ook te maken met vaardig besturen.

04.39 Minister Pieter De Crem: Ik luister een keer, de tweede zondag van oktober, naar de stem van de kiezers en dan op regelmatige tijdstippen. Ik moet zeggen dat dat de voorbije jaren behoorlijk goed meegevallen is.

04.40 André Flahaut (PS): (...)

04.41 Minister Pieter De Crem: Bij mij komen geen mensen vragen naar bussen, collega Flahaut. Als er zoveel bussen zijn, is het omdat u er zoveel heeft gekocht. De meeste bussen werden gekocht tijdens de voorbije acht jaar: ik heb nog geen enkele bus gekocht.

04.42 André Flahaut (PS): (...) Quand j'achète des bus, vous me le reprochez; si je n'achète pas d'avion, vous me le reprochez aussi! (...)

04.43 Minister Pieter De Crem: Met betrekking tot de kernvragen die hier werden gesteld, de verplaatsing van "De trein van de Vrede" naar Buchenwald zal doorgaan, omdat ik mij garant heb gesteld voor de financiering ervan. Op dit moment verneem ik dat de achterblijvende bijdragen wellicht zullen worden gestort. Ik zal nu niet zeggen over wie het gaat, want dat zou de beste garantie zijn om ervoor te zorgen dat het zeker niet doorgaat en dat Defensie alsnog het saldo moet betalen. Bij de debriefing van het dossier nadien zal ik wel zeggen wie betaald heeft, wat er betaald is en op welke datum, zodat de commissie haar informatie heeft. Ik veronderstel dat ik daarmee op de vragen heb geantwoord.

04.44 André Flahaut (PS): Monsieur le ministre, non, je n'ai pas eu de réponse. Merci pour la révision et pour la marche arrière concernant le dossier Buchenwald. Pour les autres déplacements, que va-t-il se passer?

04.45 Pieter De Crem, ministre: Il n'y a pas de marche arrière. J'ai arrêté le dossier et je l'ai garé dans le sens que ça n'allait pas qu'on propose des choses et qu'on ne voit pas à financer un dossier. Pour moi, c'est insupportable.

04.46 André Flahaut (PS): Alors, dites qu'ils ne paient pas plutôt que de laisser planer un doute. C'est la Communauté flamande qui n'a pas payé?

04.47 Pieter De Crem, ministre: Je ne vous communiquerai pas les noms. En ce moment, il serait intéressant pour M. De Clercq aussi de se renseigner sur qui n'a pas payé, à quel niveau cela n'a pas été fait. Et pour Mme Vautmans aussi, un peu. Je n'en parlerai pas maintenant.

Je vous fournirai la liste avec les participations, le nom des participants, le montant des participations et la date des versements.

04.48 André Flahaut (PS): C'est bien!

04.49 Pieter De Crem, ministre: J'ai pris une mauvaise décision et vous la trouvez bonne!

04.50 André Flahaut (PS): Je ne dis pas ça. Je trouve qu'avoir accepté Buchenwald est une bonne chose. On saura qui a payé et pas payé, c'est encore une bonne chose. Tant pis pour ceux qui n'ont pas payé ou qui ont pris du retard. Un engagement est un engagement: il doit être respecté.

L'autre élément reste: pour les autres opérations, que va-t-il se passer?

04.51 Pieter De Crem, ministre: Je respecterai la loi.

04.52 André Flahaut (PS): Donc il n'y en aura pas. Vous allez respecter une vision, selon votre interprétation.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 Samengevoegde vragen van

- de heer Hendrik Bogaert aan de minister van Landsverdediging over "het aantal onbetaalde facturen in 2007" (nr. 2173)

- mevrouw Juliette Boulet aan de minister van Landsverdediging over "de laattijdige betaling van facturen bij zijn departement" (nr. 2179)

- mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de laattijdige betaling van sommige facturen bij het departement Defensie" (nr. 2456)

05 Questions jointes de

- M. Hendrik Bogaert au ministre de la Défense sur "le nombre de factures impayées en 2007" (n° 2173)

- Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur "le retard de paiement de factures au sein de son département" (n° 2179)

- Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le retard de paiement de certaines factures au département de la Défense" (n° 2456)

05.01 Hendrik Bogaert (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik verontschuldig mij dat ik even opduik in deze vreemde commissie.

Ik stel een vraag aan alle federale ministers over het aantal onbetaalde facturen en meer bepaald het bedrag daarvan dat is opgedoken begin 2008. Het gaat over facturen die relevantie hebben op 2007. Het gaat dus niet over het bedrag aan onbetaalde facturen als dusdanig. Het gaat echter over de onbetaalde facturen die relevantie hebben op 2007, die in principe het resultaat bezwaren van 2007, die niet betaald zijn geweest en die, omdat wij een kasboekhouding hebben, werden doorgeschoven naar 2008.

Ik heb reeds interessante resultaten gezien bij andere departementen. Mijnheer de minister, ik vroeg mij af wat bij Defensie het totale bedrag is aan onbetaalde facturen, wat de doorschuifoperatie is bij Defensie van 2007 naar 2008.

Ik viseer uiteraard niemand daarbij. Ik vraag het aan alle ministers. Ik vraag het aan deze regering en ik heb het indertijd ook aan de vorige regering gevraagd.

05.02 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, ma question va un peu dans le même sens, mais je vais en préciser la teneur.

- À combien s'élève le montant des factures impayées du SPF Défense en date du 31 décembre 2007 et au 31 janvier 2008?

- Combien de factures ont-elles été payées tardivement entre janvier 2007 et janvier 2008?

- En suivant une ventilation mensuelle des chiffres, de combien de jours la date d'échéance a-t-elle été dépassée en moyenne?

- Quel est le montant total représenté par les factures qui n'ont pas été payées endéans les délais prévus (en suivant une ventilation par mois, également)?

- Combien de temps un fournisseur ou un expert a-t-il dû attendre entre janvier 2007 et janvier 2008 pour

que ses factures soient payées par le SPF Défense?

- Quel était le coût supplémentaire encouru par le SPF Défense à la suite du retard de paiement des factures (amendes, intérêts de retard, frais de recouvrement)?
- Certains fournisseurs ont-ils déjà procédé au recouvrement judiciaire de factures non contestées? Dans l'affirmative, à hauteur de quel montant?
- Des jugements ont-ils déjà été prononcés à l'encontre de l'État belge relativement à des factures dues par le SPF Défense?
- Quelles furent les causes des retards de paiement?
- Enfin, quelles mesures avez-vous prises pour éviter de tels retards à l'avenir?

05.03 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, de nombreux échos laissent entendre que votre département accuserait des retards systématiques dans le paiement de factures.

- Pouvez-vous me préciser à quel nombre s'élèvent ces factures et quel en est le montant? De quand datent-elles?
- Quelle est la durée moyenne des retards?
- Certains fournisseurs ont-ils déjà procédé au recouvrement judiciaire de certaines de ces factures?
- Quel est le coût en termes d'intérêt de retard de ces dysfonctionnements?
- Quelle est leur cause principale?
- Enfin, quelles mesures comptez-vous prendre pour y remédier?

05.04 Minister Pieter De Crem: Mijnheer de voorzitter, collega's, het bedrag van de binnengekomen facturen waarvoor op 31 december 2007 nog geen ordonnanciering gebeurde bedroeg 113 miljoen euro. Dit hoge bedrag vloeit deels voort uit beslissingen genomen tijdens de Ministerraad van eind oktober 2007 in het kader van de monitoring van de primaire uitgaven met als gevolg voor Defensie dat de uitgaven in het domein van de investeringen werden beperkt.

Seule une partie de ces factures avait une date d'échéance en 2007, pour un montant total de 20,6 millions d'euros. Toutes ces factures sont aujourd'hui payées ou en phase finale de paiement.

Au 31 janvier 2008, l'encours s'élevait à 54 millions d'euros. Ce montant doit être comparé à celui des ordonnancements sur base annuelle, soit 750 millions d'euros.

Het percentage facturen betaald buiten termijn bedraagt in 2006 43%, in 2007 39,7% of 37% januari 2008 inbegrepen. Alle vereffenbare facturen, ontvangen tijdens de beschouwde periode, zijn actueel betaald. De toegelaten betaaltermijn hangt af van de uitgavensoort en bijgevolg kan men geen gemiddelde overschrijdingstermijn van de vervaldatum afleiden.

Le montant total des factures payées au-delà de leur terme s'établit à 217 millions d'euros en 2006, à 161 millions d'euros en 2007 ou 173 millions janvier 2008 compris. Le délai effectif moyen de paiement, toutes factures confondues, s'établit à 52 jours en 2006, à 56 jours en 2007 ou à 58 jours janvier 2008 compris.

De kosten die veroorzaakt worden door de laattijdige betalingen, bedragen voor het jaar 2006 en 2007 respectievelijk 1,76 en 1,5 miljoen euro, onder de vorm van verwijlrenten. Gedurende de laatste vijf jaar maakten een twintigtal dossiers voor onbetwiste facturen het onderwerp uit van een gerechtelijke procedure van invordering door bepaalde leveranciers. Voor het merendeel hebben deze facturen echter het voorwerp uitgemaakt van een regeling in de loop van de procedure.

Het door het Rekenhof gerealiseerd onderzoek van de interne controle op de uitgaven voor aankopen door de federale departementen, heeft aan het licht gebracht dat laattijdige betalingen soms worden veroorzaakt door het feit dat buitendiensten de facturen te laat doorsturen naar de vereffeningdienst van het departement.

Parmi les causes structurelles de retard, il faut noter, en fin d'année budgétaire, la date limite fixée pour l'introduction des ordonnances auprès de la Trésorerie ainsi que les restrictions imposées en matière d'ordonnancement; en outre, le contrôle externe au département, réalisé par le contrôleur des engagements et la Cour des comptes, et ensuite la mise en paiement par la Trésorerie qui nécessite un délai moyen de 29 jours.

Rekeninghoudend met de verwijlinteressen, die gaandeweg voortvloeien uit laattijdige betalingen, voert de betrokken dienst binnen het departement de vereffenings- en ordonnanceringsverrichtingen uit met spoed, maar met respect voor de regels van de interne controle, die de terbetalingstelling beheersen.

Naast de optimalisatie van de processen, die gepaard gaat met het regelmatig sensibiliseren van de actoren van de verwervingscyclus, biedt het project Fedcom een perspectief dat zal toelaten de betalingstermijnen voortvloeiend uit de wetgeving op de overheidsopdrachten beter te respecteren.

Ik weet dat het antwoord technisch en droog was, maar ik heb geprobeerd op al uw vragen en bekommernissen een antwoord te geven.

05.05 Hendrik Bogaert (CD&V - N-VA): Mijnheer de minister, het is geen probleem dat het een droog antwoord was. U compenseert dat meer voldoende dan bij andere gelegenheden.

Het gaat om een groot bedrag, 1,5 miljoen euro verwijlinteressen. Ik wil mij niet moeien met de discussie van daarnet, maar men kan daarmee al redelijk wat bussen inleggen. Bij een bezoek aan het Rekenhof heb ik gemerkt dat het departement Defensie eigenlijk het enige departement is dat systematisch verwijlinteressen toerekent aan de leveranciers. Er is natuurlijk een wetgeving die voorzien is om verwijlinteressen aan te rekenen, maar er is maar één departement, Financiën, dat via een computerprogramma automatisch op de factuur aan de leverancier, dus zonder rappel van de leverancier, het bedrag aan verwijlinteressen meedeelt waarop de leverancier recht heeft. Ik vind dat een opmerkelijk gegeven. Bij de grote aankopen voor de overheid is de relatie tussen de leverancier en de overheid zelf sowieso toch speciaal. Gegeven de enorme budgetten die daarmee zijn gemoeid, is dat toch een specifiek gegeven.

Ik vind het wel mooi ten opzichte van de leverancier dat dit automatisch gebeurt, maar ik merk, ter attentie van de collega's in de commissie, even op dat Defensie het enige departement is dat dit systematisch doet.

Wat de 20,6 miljoen euro die netto openstaat in 2007 betreft, van de departementen die ik tot nu toe heb ondervraagd, is dit het hoogste bedrag. Ik zou dus willen vragen aan de minister om daar korte metten mee te maken. Ik hoor nu dat veel van die facturen ondertussen zijn betaald, maar wij zitten natuurlijk wel met het systeem van de voorlopige twaalfden en de financierwet. Ik heb ook gemerkt dat, wellicht door die achterstallige facturen, Defensie het hoogste verbruikspercentage heeft van alle departementen. Defensie heeft al het meest moeten uitbetalen van de drie maanden krediet die het had, omwille van de problematiek van het verleden.

05.06 Minister Pieter De Crem: Yet is more to come.

05.07 Hendrik Bogaert (CD&V - N-VA): Het zou natuurlijk jammer zijn dat al het geld van Defensie al onmiddellijk op is door de facturen van het verleden en dat er voor het courante beleid geen geld meer over zou zijn.

05.08 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, il est dommage de constater des coûts de retard aussi énormes en la matière, lorsqu'on sait qu'ils se chiffrent à peu près à 1,76 million d'euros pour 2006 et à 1,75 million d'euros pour 2007. Eu égard aux discussions précédentes, relatives à la suppression des cars, de tels montants auraient peut-être pu être alloués à des initiatives de ce type. Nous le déplorons et ne manquerons pas d'observer la manière dont la gestion sera poursuivie.

05.09 Brigitte Wiaux (cdH): Je remercie le ministre pour ces précisions.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le développement des questions et des interpellations se termine à 12.35 heures.

De behandeling van de vragen en interpellaties eindigt om 12.35 uur.